

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

UNIA

N°4

28^e année · vendredi 7 mars 2025

le bimensuel du syndicat UNIA

www.evenement.ch · redaction@evenement.ch · Tél. +41 21 321 14 60

JAA CH-3000 Berne 16 P.P. / Journal Poste CH SA



OLIVIER VOGELSANG

A l'occasion du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, Unia fait campagne sur la nécessité de réduire le temps de travail. Une revendication valable pour tous les salariés, mais de manière plus aigüe encore pour les employées trop souvent au four et au moulin... **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Alerte féministe

Sonya Mermoud

Féminicides, violences sexistes, mariages forcés, mutilations génitales, crimes d'honneur, harcèlement, discriminations au travail, etc. Demain 8 mars, la Journée internationale des droits des femmes résonne comme une alerte. Une piqûre de rappel pour nous inciter à continuer la lutte sur un front où les progrès stagnent, voire reculent. D'un bout à l'autre de la planète, des filles, des épouses, des mères craignent pour leur intégrité physique. Sont exclues des sphères professionnelle et sociale. Sont exploitées et menacées de pauvreté. Aux quatre coins de la Terre, des femmes, armées de leur seule bravoure, se battent pour faire barrage à la loi barbare du plus fort. De courageuses manifestantes iraniennes, têtes dénudées et libres, défient le régime des mollahs. Des Américaines bravent les insultes de conservateurs et d'intégristes pour protéger le droit à l'avortement. Des Indiennes se

mobilisent contre la culture du viol. Des Congolaises défendent leurs sœurs victimes d'abus sexuels, etc. Partout, des combats pluriels contre différentes formes d'oppressions masculines se poursuivent. Contre la misère de travailleuses écartées de filières éducatives. Contre la sordide volonté de mainmise de certains mâles sur le corps des femmes. Contre leur marchandisation et la traite des êtres humains. Contre les recours aux viols, utilisés comme tactique et arme de guerre dans plusieurs conflits. Contre l'excision qui, bien qu'interdite dans la plupart des pays, concerne toujours, selon l'UNICEF, 230 millions de fillettes et de femmes. Alors que, note encore l'ONG, le nombre de mineures mariées avant l'âge de 18 ans s'élève aujourd'hui à 650 millions! Une jeune femme sur cinq dans le monde!

Après l'extraordinaire vague #MeToo qui, bien qu'à des degrés divers, a touché toutes les régions du globe, on assiste à un retour de bâton. Montée en puissance de dirigeants machistes, muscles gonflés et rhétorique misogynie, essor de mouvements masculinistes séduisant des jeunes hommes déboussolés, amplification de discours réactionnaires et anti-woke, remise en question de l'IVG, etc. Les droits des femmes et des minorités LGBTQIA+ se fragilisent. Des lézardes menacent ce qui, hier encore, dans certaines démocraties, était considéré comme acquis.

La Suisse ne fait pas figure d'exception, entre violation de droits constitutionnels et violences de genre. Avec sur ce dernier point, dans leur version la plus sombre, une statistique terrifiante:

depuis le début de l'année, on compte déjà huit féminicides. Un chiffre qui pourrait bien augmenter la moyenne déjà élevée en la matière, estimée à une femme tuée toutes les deux semaines par son compagnon, son ex-partenaire, son frère ou son fils, et parfois par un inconnu. Pas d'exemplarité non plus sur le front de l'égalité salariale censée pourtant être garantie par la loi. Les travailleuses gagnent toujours 17,5% de moins que leurs homologues masculins, soit environ 1453 francs par mois. Et ce alors qu'elles assument encore la plus grande partie des tâches familiales, éducatives et de soins aux proches. Une situation qui se paie aussi cash à la retraite avec, trop souvent, des rentes insuffisantes pour vivre. Le harcèlement dans le milieu professionnel demeure aussi monnaie courante – une travailleuse sur trois y est exposée au cours de sa carrière. Autant de dérives qui s'inscrivent dans une réalité plus large. Un tableau où les femmes, ici comme ailleurs, subissent une violence structurelle résultant de l'organisation patriarcale de la société qui les légitime en sourdine.

Dans ce contexte, le 8 mars prend tout son sens. Et dénote l'urgence d'agir pour qu'une moitié de la population ne soit plus brimée, dénigrée, exploitée, invisibilisée, voire éliminée par l'autre. Un combat qui participe à un élan de solidarité internationale, aux côtés de toutes celles qui souffrent. Et pour des questions de sororité et, plus largement, d'humanité. ■

PROFIL



Mona Dennaoui, le militantisme comme exutoire.

PAGE 2

TÉLÉTRAVAIL

Désrégulation malsaine.

PAGE 3

MIGROS

Licenciements par centaines.

PAGE 4

INTERNATIONAL

La malédiction des minerais.

PAGE 8

Aline Andrey

Face aux injustices, Mona Dennaoui a bouillonne. Franche, elle confie: «Le militantisme est un exutoire à ma colère. Je ne milite pas par romantisme.» Reste qu'en tant que psychologue de métier, elle sait aussi réguler ses émotions et faire preuve de patience. Elle admire particulièrement le calme de certains activistes palestiniens. «Face à leurs détracteurs, ils n'ont pas le luxe de péter les plombs», souligne la trentenaire. Active dans le mouvement Boycott - Désinvestissement - Sanction (BDS) depuis sept ans, la jeune Suisse-Libanaise s'érige contre le Gouvernement israélien et l'occupation de la Palestine. Elle rappelle que BDS s'oppose à toutes formes de discrimination et de racisme, y compris l'islamophobie et l'antisémitisme.

«Notre lutte ne s'arrête pas avec les cessez-le-feu, car le nettoyage ethnique continue. Jusqu'à la libération de la Palestine, nous lutterons»



Pour la photo, Mona Dennaoui sort son keffiyeh, l'emblématique écharpe palestinienne, de son sac.

«Notre lutte ne s'arrête pas avec les cessez-le-feu, car le nettoyage ethnique continue. Jusqu'à la libération de la Palestine, nous lutterons. Si les Palestiniens luttent seulement contre Israël, ils auraient déjà gagné. Mais ils se battent en fait contre le monde entier, car le gouvernement sioniste reçoit des milliards des Etats-Unis et des pays occidentaux... La résistance du peuple palestinien est admirable. Tout est question de profits. Quand l'apartheid en Afrique du Sud a commencé à coûter davantage que ce qu'il rapportait, le système est tombé. Je garde espoir.» Son engagement sans faille date de son séjour universitaire de six mois à Toronto, en 2018. «L'université était en grève et les mouvements étudiants très actifs pour la Palestine», résume celle qui n'a cessé de manifester depuis avec une énergie hors du commun.

DANS TOUTES LES MANIFESTATIONS

Mona Dennaoui ne compte plus le nombre de rassemblements pour la cause palestinienne auxquels elle a participé depuis une année et demie. «Si les manifestations ne libèrent pas la Palestine, elles sont fondamentales pour créer des liens et sensibiliser.» Depuis quelque temps, elle se prévaut contre les réseaux sociaux: «Je ne peux plus voir toutes ces images d'horreur, post-apocalyptiques, de corps déchiquetés...» Lorsque Israël a bombardé son pays d'origine, elle a été terrifiée pour sa famille. «Je me suis souvenue aussi de mes vacances là-bas en 2006. Le ciel s'était illuminé un soir, et je pensais qu'il allait pleuvoir. Mais non, Israël avait frappé. Nous avons dû fuir, escortés par la Croix-Rouge, jusqu'en Jordanie.»

Le 19 janvier, au moment du cessez-le-feu, elle a fêté avec ses camarades de lutte à Genève. «Mais nous avons très peur de la fin de la trêve», raconte-t-elle. Elle évoque aussi la difficulté de militier, même ici, en donnant pour exemple le non-renouvellement du mandat du professeur Joseph Dahir, connu pour son engagement. «Cela signifie que la liberté de parole n'est même pas garantie à l'Université de Lausanne. Ça fait peur. Comme dans le féminisme, on assiste à un retour de bâton. Mais cela signifie aussi que l'on commence à menacer l'ordre établi. Nous savons que nous sommes du bon côté de l'histoire. La lutte doit être intersectionnelle pour avancer. Toutes les minorités opprimées, toute la gauche, doivent s'unir, face à la colonisation, au patriarcat, au racisme...»

IDENTITÉS MULTIPLES

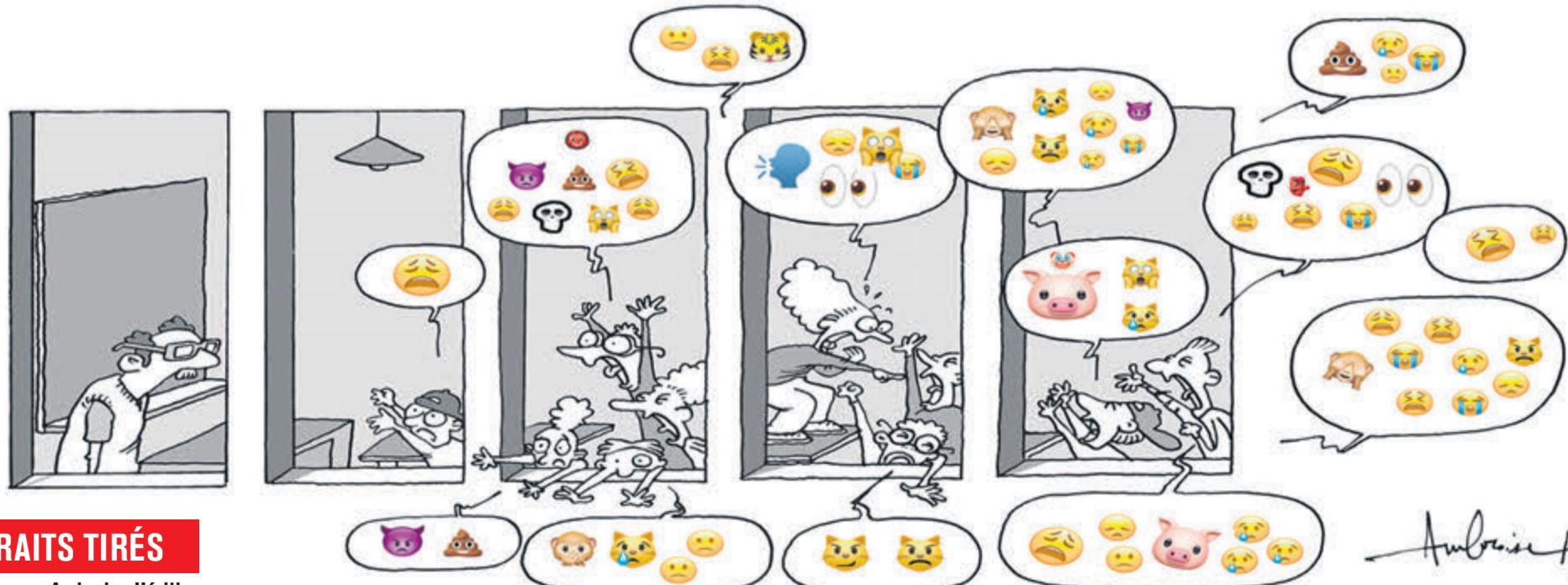
Avec une grande générosité, elle revient sur son parcours étonnant qui ne la prédestinait pas à devenir ni psychologue ni activiste. En 1994, Mona pousse son premier cri en Suisse. Ses parents sont Libanais, elle apprend à jongler entre ses différentes identités et langues. Elle se pose beaucoup de questions, notamment sur la religion. «Ma mère, très croyante, me répondait souvent: "Parce que le Coran le dit"». Mon père, lui, voulait que je taise mes origines pour me fondre dans le pays. En réaction, j'aimais revendiquer que j'étais arabe et musulmane.» Au sein de sa famille, elle s'érige toutefois contre les dogmes, tels que certains codes vestimentaires ou l'obligation du mariage.

«Ma mère n'avait que 15 ans lorsqu'elle a épousé mon père qui en avait quasi le double... Quant à la question du voile, ni ma mère ni moi ne le portons. Voile ou pas voile, c'est toujours le même problème, celui du regard de l'homme sur la femme. Donc à chacune de choisir.» Elle soupire, Mona Dennaoui, qui regrette de ne pas pouvoir militier dans le collectif de la Grève féministe, faute de temps. Elle se souvient d'une petite enfance, heureuse, à Chavannes-près-Renens, puis d'un déménagement compliqué à Crissier, à l'âge de 8 ans. «J'ai vécu du harcèlement scolaire. Mais, à l'époque, on parlait de moqueries. C'était dur. Si on m'avait dit que j'allais travailler dans une école...», sourit la psychologue scolaire. Elle revient de loin, Mona. En

voie générale (et non pas pré gymnasiale), une professeure lui assène que l'université n'était pas faite pour elle. «Comme tous les parents libanais, les miens rêvaient que je devienne avocate, médecin, architecte ou ingénier. J'ai choisi médecine, mais après une année d'étude, dans une ambiance très froide et compétitive, j'ai choisi psychologie. Sauf que, pour ma famille, ce n'était pas un métier.» Aujourd'hui psychologue scolaire, avec une forte expérience dans la prévention du suicide, elle souligne la détresse des jeunes, si influencée par les réseaux sociaux. Mona Dennaoui aurait encore beaucoup trop à raconter. Faute de place, elle fait des sauts dans le temps, et rattrape son fil rouge en tissant des liens entre sa formation et son militantisme: «La psychothérapie peut être révolutionnaire. Même si la question de la norme à suivre, le risque du diagnostic qui enferme - mais qui peut être aussi un soulagement pour certains - peut être vu comme capitaliste, je pense que la psychothérapie, sous l'angle structurel, est émancipatrice. Par ailleurs, si chacun régulait davantage ses émotions, nos mouvements militants iraient sûrement mieux.» ■

Mona Dennaoui donnera une conférence à Lausanne sur BDS, le 16 mars, dans le cadre du contre-forum Stop-pillage à Pôle Sud: stop-pillage.ch

LE CONSEIL FÉDÉRAL RÉFLÈCHIT À INTERDIRE LES TÉLÉPHONES PORTABLES EN CLASSE POUR LES MOINS DE 16 ANS !



LES FEMMES VEULENT PLUS DE TEMPS POUR VIVRE

A l'occasion du 8 mars, Unia thématise la nécessité de réduire le temps de travail, notamment pour les femmes. Des actions et des manifestations auront lieu aux quatre coins de la Suisse.

Manon Todesco

Demain aura lieu la Journée internationale des droits des femmes. Une date clé pour la mobilisation féministe et syndicale. Cette année, pour le 8 mars, le syndicat Unia met les projecteurs sur le thème de la réduction du temps de travail (RTT). Une revendication valable pour tous les travailleurs, et particulièrement pour les femmes, qui effectuent la majeure partie du travail de care non rémunéré. D'autres combats seront portés dans les régions, à travers des actions et des manifestations, comme la question du salaire minimum dans le canton de Vaud, ou encore le droit de manifester à Neuchâtel*. Aude Spang, secrétaire à l'égalité chez Unia, revient sur les enjeux de cette journée.

QUESTIONS RÉPONSES

En quoi la thématique de la réduction du temps de travail (RTT) touche-t-elle particulièrement les femmes?

Aude Spang: Elle est portée par le mouvement de la Grève féministe depuis 2019. En Suisse, de manière générale, on travaille beaucoup trop par rapport au reste de l'Europe, et les femmes en particulier. Elles effectuent encore deux tiers du travail de *care*, à savoir les tâches de soin, d'assistance et d'éducation, non rémunérées. Sur 50 heures travaillées dans la semaine par les femmes, 30 heures ne leur sont pas payées. Il y a un grand déséquilibre.

L'enjeu de la RTT sans perte de salaire permettrait d'avoir plus de temps pour vivre, pour prendre soin de soi et de sa santé, donc une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle. Mais aussi un meilleur équilibre au sein des couples qui partageraient mieux le travail non rémunéré.

Comment concrétiser une mesure comme la RTT?

Nous agissons sur deux plans. D'abord à travers les négociations conventionnelles, d'ailleurs la RTT fait partie du cahier des revendications dans quatre ou cinq CCT. On a pu obtenir quelques avancées dans la construction et chez les échafaudeurs. Ça bouge aussi dans les métiers du bois.

Par ailleurs, on fait pression aux niveaux politique et médiatique, notamment à travers notre manifeste «Plus de temps pour vivre»**. Les discussions préalables menées avec les secteurs montrent qu'un modèle unique qui s'appliquerait à toute la Suisse, comme la semaine de quatre jours, n'est pas envisageable. De nombreuses possibilités existent en matière de réduction du temps de travail, les plus opportunes devront être évaluées selon les besoins des branches. On peut citer, à côté de la réduction hebdomadaire du temps de travail, l'introduction de retraites anticipées, l'amélioration du congé maternité et paternité, l'introduction d'un congé parental, le droit à une réduction du taux d'occupation et à des périodes de formation continue, plus de vacances et de jours fériés payés, la semaine de quatre jours, les pauses payées, la suppression



Pour Aude Spang, secrétaire à l'égalité chez Unia, «ce qui est sûr, c'est que 40 heures et plus, c'est trop! Avec la campagne pour une réduction du temps de travail, nous voulons établir une nouvelle norme de temps de travail».

d'horaires fragmentés, etc. Ce qui est sûr, c'est que 40 heures et plus, c'est trop! Avec la campagne pour une RTT, nous voulons établir une nouvelle norme de temps de travail. Plus précisément, nous visons un plein-temps plus court. Les travailleurs et les travailleuses devraient pouvoir disposer de plus de temps.

En quoi est-ce important, en tant que femme, de continuer à se mobiliser pour le 8 mars, tout comme on le fait le 14 juin et le 25 novembre?

Le 8 mars est important, car c'est une date internationale de lutte et de solidarité pour les femmes travailleuses et les personnes LGBTQIA+. Il faut continuer à nous rendre visibles et à parler des questions féministes, car c'est seulement en persévérant à faire pression qu'on peut lutter contre le recul de nos droits et obtenir des avancées. Rien que de mettre la question de la RTT sur le tapis est presque inédit en Suisse, car le sujet

était quasi inexistant jusque-là. Le but est de faire avancer des idées qui trouvent peu d'écho, de planter des graines, en visant à obtenir des avancées sur le moyen terme.

Autre sujet de mobilisation féministe, les inégalités salariales. Cette semaine, une coalition contre la discrimination salariale s'est adressée à Beat Jans: de quoi s'agit-il?

Unia fait partie de cette coalition, car celle-ci porte des revendications que nous thématisons depuis plusieurs années. En 2020, la révision de la Loi sur l'égalité (LEg) a instauré l'obligation pour les grandes entreprises d'effectuer des analyses salariales. Or, sur le terrain, nous constatons ce que nous craignions, à savoir que cette révision est une coquille vide qui n'apporte pas de résultats ni d'améliorations en matière d'inégalités salariales. En effet, elle concerne uniquement les grandes entreprises, qui représentent une minorité. Quant aux

analyses, si elles ne sont pas faites ou si elles présentent des inégalités, elles ne font l'objet d'aucun contrôle de l'Etat et aucune sanction n'est prévue. Nous appelons donc à des améliorations. La première étape est cette lettre ouverte adressée au conseiller fédéral. Nous verrons quelle forme prendra la suite de la mobilisation. Nous savons enfin que, cette année, devrait sortir un rapport intermédiaire du Conseil fédéral sur cette révision de la LEg et nous nous saurons de cela pour appeler à une nouvelle révision afin que la loi soit renforcée et rendue plus efficace. ■

* Programme: www.evenement.ch/articles/le-8-mars-dans-les-rues-romandes

** Pour signer le manifeste, rendez-vous sur: unia.ch/fr/points-forts/manifeste-pour-la-reduction-du-temps-de-travail

Unia dénonce une dérégulation radicale du télétravail

Pour le syndicat, le projet en discussion au Conseil national est désastreux en termes de santé. Les critiques émises lors de la phase de consultation n'ont pas été assez prises en compte.

Antoine Grosjean

Depuis la pandémie de Covid, le télétravail s'est généralisé dans les entreprises. Il est toutefois nécessaire de l'encadrer, puisqu'il rend plus floue la frontière entre vie privée

et vie professionnelle. Mais l'avant-projet de modification de la Loi fédérale sur le travail, en discussion au Conseil national, suscite de fortes craintes. Dans un communiqué de presse, Unia le qualifie de «démantèlement radical au détriment de la santé des salariées et des

salariés», cela sous couvert de flexibilité. Parmi les dispositions qui fâchent le syndicat, il y a le fait que les employés travaillant à distance devraient être à la disposition de leur employeur sur une amplitude horaire de 17 heures. Certes, ils ne doivent pas travailler tout ce temps, mais leurs heures de travail peuvent s'effectuer dans cette fourchette. Autrement dit, quelqu'un qui commence à 8h devrait rester disponible jusqu'à 1h du matin... «Si on s'interrompt pour prendre des pauses, aller chercher les enfants à l'école ou préparer le repas, la journée de travail ne prendrait véritablement fin qu'au bout de 17 heures, souligne Mirjam Brunner, spécialiste en droit du travail à Unia. Tant qu'on sait qu'on doit encore travailler après, on ne se repose pas vraiment.»

MOINS DE TEMPS DE REPOS

La syndicaliste regrette par ailleurs le fait que la Commission de l'économie ait biffé la disposition octroyant une certaine autonomie aux salariés quant à l'organisation de leurs horaires de télétravail: «Du coup, la flexibilité ne profite qu'à l'employeur», note-t-elle. Autre grief, le temps de repos quotidien (soit le temps libre plus le som-

meil), qui serait réduit de onze à neuf heures – à peine deux heures de plus que les sept heures de sommeil minimales prévues par la Loi sur le travail. En plus, il serait permis de l'entre-couper en cas de tâches urgentes, sauf de 23h à 6h.

Encore un point qui inquiète Unia, l'introduction du télétravail le dimanche, qui deviendrait possible sans autorisation. La commission a cependant mis un peu d'eau dans son vin, limitant cette possibilité à six dimanches par an – au lieu de neuf dans son projet initial – avec majoration du salaire de 50%. Enfin, il est prévu un droit à la déconnexion, impliquant qu'on n'a pas à être joignable pendant le repos quotidien et le dimanche, mais en des termes trop vagues pour Mirjam Brunner: «Il n'est pas précisé comment on fait concrètement pour garantir ce droit.»

NOMBREUX AVIS CRITIQUES

Selon Unia, la plupart des participants à la phase de consultation se sont dit préoccupés par ce projet – qu'il s'agisse de la Société de médecine du travail, des universités de Genève et de Bâle, de l'association professionnelle Public Health, de l'Association des inspections



Il est nécessaire d'encadrer le télétravail, qui rend plus floue la frontière entre vie privée et vie professionnelle. Unia ne veut pas d'une flexibilisation à outrance.

cantonales du travail et des autorités cantonales du marché du travail – mais la majorité de la Commission de l'économie n'en a pas vraiment tenu compte. «Il est scientifiquement prouvé depuis longtemps que les journées de travail trop longues et les temps de repos trop courts constituent un risque pour la santé, prévient le syndicat dans son communiqué. Les salariés ne veulent pas d'un allongement de leurs journées. Au contraire, ils ont besoin de plus de temps libre véritable.»

Mirjam Brunner admet que le télétravail peut aussi avoir des avantages, «mais il faut l'encadrer. Cela ne doit pas être un prétexte pour flexibiliser les horaires à outrance, car il y a des risques accrus pour la santé, notamment psychosociaux, à cause du mélange entre travail et vie privée.»

Le projet a été transmis au Conseil fédéral pour avis. Il sera probablement soumis lors de la session d'automne au Conseil national. Unia, qui redoute des conséquences «dramatiques» pour la santé des travailleuses et des travailleurs, espère que ce dernier corrigera le tir. ■

PLUS DE 600 POSTES SUPPRIMÉS CHEZ MIGROS

Le géant orange a annoncé la fermeture de «Do it+Garden», faute de repreneur, menaçant des centaines d'emplois. Unia et le personnel, sous le choc, exigent des garanties.

Manon Todesco

A lors que Migros célèbre cette année son 100^e anniversaire, l'heure n'est pas à la fête pour tout le monde. L'enseigne a annoncé le 25 février la suppression de pas moins de 625 postes dans le cadre de la fermeture de «Do it+Garden», n'ayant pas trouvé de repreneur. D'ici à fin juin, 31 magasins tirent le rideau et 466 travailleurs se retrouveront à la porte. Seuls les commerces de Carouge et de Nyon passeront sous la bannière OBI, et quelques sites sont encore en négociations avec

des repreneurs potentiels du secteur du bricolage.

En parallèle, Migros a informé que Micasa allait être racheté par ses dirigeants actuels. Les emplois ont donc pu être préservés. Malgré tout, la cession de Micasa d'un côté et la fermeture de «Do it+Garden» de l'autre auront des conséquences sur l'organisation filière Migros Fachmarkt AG à Zurich. Cette société, qui fournit des services centralisés à l'ensemble des marchés spécialisés du groupe, cessera ses activités d'ici à fin janvier 2026. «159 employés supplémentaires sont concernés. Cela représente près de 625 emplois

perdus en peu de temps», regrette Unia, dans un communiqué de presse.

STRATÉGIE DISCUTABLE

«Cette nouvelle vague de suppression de postes révèle le visage antisocial de l'un des principaux détaillants suisses, alors même que Migros a récemment annoncé une augmentation de 1,6% de son chiffre d'affaires pour 2024, s'indigne le syndicat. Le fait que tant d'employés perdent leur travail malgré ce succès est particulièrement discutable.»

Pour rappel, ces décisions sont liées à la transformation voulue par le groupe Migros

annoncée il y a un an, dont l'objectif était de se recentrer sur le commerce de détail. Le géant orange a déjà vendu Melectronics, SportX et récemment Hotelplan et Interhome. Le processus, quasi terminé, aura laissé environ 1500 employés sur le carreau...

Unia rappelle que la réputation du plus grand détaillant suisse repose sur la coopération, la solidarité et la responsabilité sociale: des valeurs qui sont ancrées dans l'identité de l'entreprise. «Mais ces principes ont été abandonnés au profit d'une expansion rapide et non coordonnée du groupe», souligne Unia. «Les employés doivent maintenant payer pour les mauvaises décisions et la mauvaise gestion de l'entreprise, regrette Anne Rubin, coresponsable du commerce de détail chez Unia. En s'organisant avec Unia, les employés peuvent obtenir des améliorations de leurs conditions de travail.»

REVENDICATIONS

Le groupe Migros étant en très bonne santé financière, Unia estime qu'il a les moyens d'investir dans ses employés. Le syndicat demande au groupe de renoncer aux suppressions de postes, y compris pour les employés d'Alnatura (lire encadré). Et de soutenir activement les employés touchés en leur proposant des postes équivalents au sein de Migros. Unia exige moins de pression à la performance et sur le rythme de travail de manière générale, afin notamment de préserver la santé des employés plus âgés. Il refuse ensuite une quelconque détérioration des conditions de travail pour les employés de Micasa avec son nouveau propriétaire. Enfin, il revendique un véritable partenariat social et un dialogue social honnête avec tous les représentants légitimes des employés. «Migros doit accepter que les employés puissent s'organiser librement dans le syndicat de leur choix», insiste Unia. ■



OLIVIER VOGELSANG

Alors que Migros célèbre cette année son 100^e anniversaire, l'heure n'est pas à la fête pour tout le monde. D'ici fin juin, le géant orange va fermer 31 magasins et remercier 466 salariés.

LES MAGASINS BIO ALNATURA DANS LE FLOU

Migros a par ailleurs annoncé vouloir abandonner l'exploitation des supermarchés bio Alnatura à moyen terme, qui existent depuis 2012, plongeant ses employés dans l'incertitude. «La coopérative Migros Zurich était jusqu'à présent franchisée par Alnatura et exploitait un total de 25 magasins bio dans toute

la Suisse alémanique. On ne sait pas encore si les supermarchés bio Alnatura vont continuer à exister et ce qu'il adviendra du personnel», s'inquiète Unia. Migros Zurich dit vouloir se concentrer à l'avenir sur les canaux de distribution propres à Migros. ■

La résistance des logisticiens porte ses fruits

Premier succès pour les salariés de Migros Online. Le géant orange met fin à la réduction des bonus en cas de maladie. Unia s'en réjouit.

Aline Andrey

Premier pas vers des conditions dignes: en février, Migros Online a informé le personnel de ses sites logistiques qu'à partir du mois de mars, il n'y aurait plus de réduction de bonus pour cause de maladie. Pour Unia, «ce résultat est dû à l'engagement courageux des salariés, qui se sont organisés pour dénoncer l'injustice du système salarial». Dans un communiqué, le syndicat et le personnel saluent la démarche de Migros Online, tout en demandant la fin du système des bonus, et le versement de ceux-ci comme «partie intégrante du salaire fixe». Ils insistent également sur le fait que des négociations sur les autres revendications sont toujours nécessaires pour garantir des conditions de travail décentes. Celles-ci avaient été dénoncées, quelques jours auparavant, dans les médias.

Les salariés du centre logistique de Pratteln, près de Bâle, de Migros Online avaient en effet mandaté le syndicat Unia pour obtenir un système salarial équitable, de meilleures conditions concernant la protection de la santé, la planification du travail et les perspectives d'emploi pour les temporaires, ainsi qu'une formation des cadres pour améliorer le climat professionnel. Plus largement, le syndicat demande l'admission des employés de Migros Online – des sites de Pratteln, Bremgarten (AG) et Ecublens (VD) – dans la Caisse de pension Migros et dans la Convention collective nationale de travail de Migros (CCNT). Il exige, une fois de plus, de Migros Online une réunion «afin d'exposer en détail les dysfonctionnements et de discuter de propositions concrètes pour améliorer la situation». En plus du système de bonus, en partie résolu, Unia énumère une série de problèmes: une surveillance numérique permanente

«Enfin, Migros n'est toujours pas ouvert au dialogue et se montre très répressif face aux salariés, déplore Roman Künzler, responsable logistique et transport à Unia. A Pratteln, on leur interdit de parler à Unia et on leur demande de prendre une autre porte que la principale pour éviter le syndicat. A Ecublens, il n'est pas rare que la police soit appelée en cas de tractage syndical.» Et de rappeler: «Le droit de s'associer en tant qu'employé est un droit humain fondamental protégé par la Constitution fédérale». ■

Le travail du dimanche dans les villes est abandonné

Le Conseil fédéral a renoncé à étendre le travail dominical dans les zones touristiques urbaines. Unia s'en félicite et demande au Parlement de s'opposer à toute nouvelle détérioration des conditions de travail dans la vente.

Manon Todesco

Le projet qui visait à élargir la définition de la région touristique dans le but de faciliter le travail dominical dans les commerces des grandes villes est tombé à l'eau. Faute de consensus lors de la consultation publique, le Conseil fédéral a annoncé le 26 février y renoncer. En effet, autant les employeurs que les syndicats n'ont pas été convaincus par l'assouplissement proposé de la Loi sur le travail.

Unia a tout de suite réagi, se félicitant de cette décision. «Le projet antidémocratique de permettre aux cantons d'étendre le travail dominical dans certaines villes par voie de consultation

n'a pas obtenu de soutien large, se réjouit le syndicat dans un communiqué de presse. Seules sept villes – Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano, Lucerne et Zurich – auraient profité de cette réglementation.»

DANGEREUX POUR LA SANTÉ

Le syndicat rappelle les conséquences négatives d'une extension du travail du dimanche. «Elle entraîne une détérioration des conditions de travail non seulement pour le personnel de vente, mais aussi pour les employés des branches apparentées telles que la logistique, la livraison, le nettoyage et la sécurité», souligne-t-il. Sans parler des risques pour la santé. «Le manque d'équilibre

entre vie professionnelle et vie privée augmente le risque d'isolement social et de maladies physiques et psychiques. Ce sont les préoccupations d'Unia, mais aussi celles de l'Alliance pour le dimanche qui regroupe des syndicats, des médecins du travail et des organisations religieuses.»

MENACE VENUE DE ZURICH

Malgré l'abandon de ce projet, la menace du travail du dimanche pèse toujours, notamment avec une initiative du Canton de Zurich qui demande de faire passer le nombre d'ouvertures dominicales sans autorisation de quatre à douze par an. «Concrètement, les commerces de détail pourraient ouvrir un dimanche par mois: cela signifie

une détérioration massive pour une branche qui souffre déjà de conditions de travail précaires, de salaires bas et de manque de personnel, s'inquiète Unia. Les vendeuses et les vendeurs craignent à juste titre qu'une augmentation du travail du dimanche ajoute encore plus de pression et de stress.»

Voilà pourquoi Unia appelle le Parlement à rejeter cette initiative: «Le travail dominical ne doit pas devenir la norme. Il faut plus de protection et de meilleures conditions de travail pour les salariés plutôt qu'une nouvelle déréglementation. Le syndicat continuera à combattre énergiquement toute attaque contre le congé du dimanche.» ■

INTÉGRER LES QUESTIONS QUEERS AU DÉBAT SYNDICAL

Le 1^{er} mars a eu lieu la première rencontre LGBTQIA+ à Unia. L'occasion de créer du lien et d'échanger sur les problématiques rencontrées sur les lieux de travail. Aude Spang revient sur cette journée.

Manon Todesco

La machine est officiellement lancée. La première rencontre LGBTQIA+ d'Unia a eu lieu à Berne le 1^{er} mars dernier, réunissant environ 25 personnes. Après plusieurs mois de travail et de mise en place, cette journée, organisée par l'équipe des groupes d'intérêt Femmes et Jeunesse en collaboration étroite avec les membres queers, a été un succès. Destinée aux membres et au personnel LGBTQIA+ d'Unia, cette rencontre était l'occasion de former un groupe en créant un moment de partage à travers des témoignages, des exemples d'autres pays ou encore des performances queers. Erin Houriet*, l'une des membres à avoir organisé l'événement, s'est dite très enthousiaste de ce contact avec les autres militants. «Nous espérons que cette première rencontre donnera l'élan vers un mouvement plus large, et qu'il y en aura pleins d'autres.»

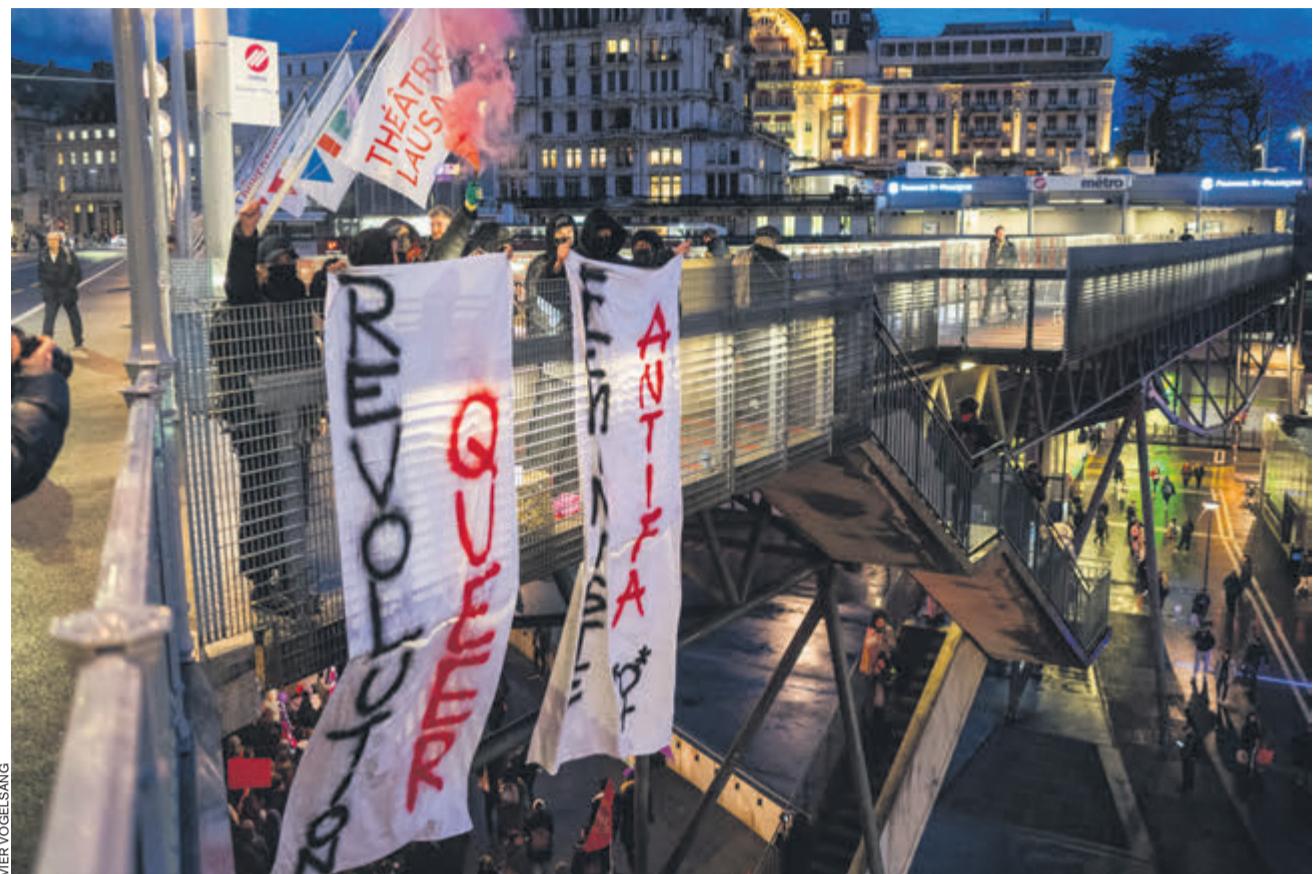
TROIS QUESTIONS À AUDE SPANG, SECRÉTAIRE À L'ÉGALITÉ CHEZ UNIA.

Quelle est la genèse de cette première rencontre LGBTQIA+ ?
Lors du dernier Congrès d'Unia, la commission Femmes et la commission Jeunesse ont déposé ensemble

une proposition à ce sujet, qui a été adoptée. Celle-ci demandait de prendre le thème au sérieux politiquement, de s'y intéresser de plus près et de mettre des ressources à disposition pour ce travail, sans que ce soit au détriment des ressources des groupes d'intérêt. L'objectif était notamment d'aboutir à une première rencontre nationale. Le prochain Congrès approchant, certains membres se sont montrés impatients de concrétiser cette demande. Nous avons donc lancé l'organisation de cet événement. En parallèle, les membres LGBTQIA+ ont également acquis de plus en plus de visibilité au sein du syndicat et ont montré l'envie de s'impliquer aussi sur ces questions plus précises.

Quels étaient les objectifs de cette journée ?

Il était très important de laisser la parole et l'espace aux personnes concernées par cette thématique, sur les réalités qu'elles vivent au quotidien, sur leur lieu de travail, tout comme dans la vie en général. Au-delà de ce vrai moment de partage, le but était d'abord de créer du lien et un réseau, mais aussi d'avoir des discussions de politique syndicale et de perspectives, dans les



Unia entend intégrer dans ses rangs toutes les personnes actives, indépendamment du genre auquel elles s'identifient.

branches, sur les lieux de travail mais aussi au niveau politique. De même, ça a été l'occasion de regarder ce qui existe déjà en matière de culture syndicale queer ailleurs et de s'en inspirer à travers des images ou des lectures, car beaucoup reste à faire sur ce terrain.

Pour l'avenir, les personnes directement concernées pourront exprimer comment elles imaginent la suite à donner à ce premier événement, mais nul doute que cela va créer des synergies, inspirer et motiver les membres queers d'Unia à aller de l'avant.

Quelles sont les problématiques rencontrées par les personnes LGBTQIA+ sur leur lieu de travail ?

Être queer au travail, ce n'est pas comme être hétérosexuel et cisgenre. Quand on ne suit pas les codes standard des normes de genre, et qu'on sort de la binarité de genre, cela peut exposer à des discriminations, à des injustices, voire à des violences. Les statistiques sont rares sur le sujet. Les personnes «out» peuvent subir du mobbing et toute autre forme de harcèlement ou d'exclusion par rapport à leur orientation sexuelle. Pour les personnes «in», il y a toujours la

question de ne pas être soi-même au travail et d'avoir peur des risques ou des conséquences de l'assumer. Il y a aussi le souci des *coming out* forcés ou encore des périodes de transition pour les personnes transgenres, qui sont particulièrement délicates au travail, car elles sont très exposées. C'est donc un sujet syndical, et il est nécessaire de protéger, d'intégrer et d'accueillir les personnes LGBTQIA+ au sein du syndicat et dans les branches. ■

* Lire aussi l'article en page 14.

Travail: mode d'emploi en cas de maladie

Grippe, rhume, virus, bactéries: quels sont vos droits et vos devoirs sur le lieu de travail? Les précisions de l'Union syndicale suisse.

Luca Cirigliano/USS

UNE ASSURANCE MALADIE OBLIGATOIRE DÈS LE PREMIER JOUR EST NÉCESSAIRE

En Suisse, il n'existe pas d'assurance maladie obligatoire dès le premier jour. Actuellement, le droit au maintien du salaire dépend du secteur d'activité, de la convention collective de travail, du contrat de travail et de la durée de la relation de travail. Les jours de carence, pendant lesquels les salariés ne perçoivent pas de salaire en cas de maladie, sont non seulement une mesure antisociale, mais aussi dangereuse pour la santé. Elle met les employés malades sous pression pour qu'ils se présentent au travail malgré leur maladie afin d'éviter une perte de revenus. Cela retarde la guérison, augmente le risque de contagion pour les collègues et entraîne à long terme des coûts de santé plus élevés. Une assurance maladie obligatoire dès le premier jour offrirait à tous une sécurité financière en cas de maladie et empêcherait les pratiques dangereuses pour la santé.

LE PROBLÈME SOUS-ESTIMÉ DU PRÉSENTEISME

Les employeurs sont appelés à créer une culture d'entreprise qui donne la priorité à la santé de leurs employés, à établir des règles claires pour les déclarations de maladie et à empêcher le présentisme, c'est-à-dire le fait de se présenter au travail malgré des problèmes de santé. Même le télétravail est rarement une bonne idée en cas de maladie. Bien que cela permette d'éviter la contagion, travailler en étant malade peut retarder la guérison et, dans le pire des cas, aggraver l'état de santé. Donc: quand on est malade,

on est malade et on doit se reposer. L'employeur a le devoir de protéger la santé de ses employés. C'est pourquoi une prime versée si l'on n'a pas de jours de maladie est une mauvaise idée. Elle conduit au présentisme avec les conséquences néfastes pour la santé mentionnées plus haut et peut enfreindre cette obligation de l'employeur. De tels bonus sont très problématiques du point de vue du droit du travail et pourraient entraîner des problèmes juridiques pour l'employeur.

QUE PUIS-JE FAIRE SI JE SUIS EN ARRÊT MALADIE?

Pendant une maladie, il ne faut rien faire qui puisse compromettre la guérison. La possibilité de pratiquer certaines activités dépend du type de maladie. Ainsi, les promenades peuvent être bénéfiques en cas de troubles psychologiques ou de certaines autres maladies, tandis qu'en cas de grippe accompagnée de fièvre, il est préférable de se reposer. En cas de migraine, il est préférable de ne pas fixer un écran, tandis qu'en cas d'infection gastro-intestinale, il est possible de publier quelque chose sur les réseaux sociaux. ■

Si vous souhaitez en savoir plus, adressez-vous à votre syndicat (sgb.ch/der-sgb/angeschlossene-verbaende ou en français uss.ch/luss/federations-affiliées) ou au service de conseil juridique des unions cantonales des syndicats (sgb.ch/der-sgb/kantonale-buende ou alors uss.ch/luss/unions-cantionales).

COOP DOIT PARTAGER SES JUTEUX BÉNÉFICES AVEC SON PERSONNEL

Unia, qui est en train de renégocier la CCT du groupe, exige de meilleurs salaires et des conditions de travail moins pénibles.

Antoine Grosjean

Avant le début des négociations pour le renouvellement de la Convention collective de Coop, qui ont démarré le 25 février, le personnel a donné le ton. Les employées et les employés du numéro deux du commerce de détail en Suisse exigent une meilleure redistribution des énormes bénéfices engrangés grâce à leurs efforts, ainsi que des conditions de travail moins pénibles.

Une centaine de délégués du groupe Coop d'Unia venus de tout le pays se sont réunis le 13 février à Berne, notamment pour définir un cahier de revendications dans le cadre de ces négociations, qui doivent se poursuivre jusqu'en juillet. Rappelant que Coop réalise chaque année un bénéfice net d'un demi-milliard de francs, ils soulignent que l'entreprise ne pourrait pas afficher des comptes aussi positifs sans leur labeur stressant. Pour eux, comme pour Unia, Coop a largement les moyens d'améliorer les conditions de travail et les salaires dans la prochaine convention collective (CCT).

OBJECTIFS DE RENDEMENT EXTRÊMES

Le syndicat estime que ces excellents résultats sont dus à des exigences de rendement et de productivité extrêmes. Celles-ci ont des répercussions importantes sur les employés, éprouvés par les cadences élevées, la pénurie de personnel, la grande flexibilité horaire, la pénibilité physique, la polyvalence permanente et les journées à rallonge.

Certes, la CCT, qui concerne environ 38 000 salariés en Suisse, a été améliorée ces dernières années. Mais l'évolution des salaires les plus bas ne compense pas la hausse du coût de la vie. Pour Unia, il est donc grand temps qu'une part plus importante de la richesse créée par les employés leur revienne. Les délégués revendentiquent des salaires justes pour vivre dignement, moins de stress, une meilleure protection de la santé, des horaires de travail moins longs et plus de temps libre. Avec ses membres travaillant chez Coop, le syndicat a lancé en parallèle une pétition demandant une convention collective équitable.

Unia juge que le groupe, l'un des deux plus gros acteurs du commerce de détail en Suisse, a une responsabilité particulière envers la branche. «Mais pour obtenir des améliorations dans la CCT, il va falloir se mobiliser», prévient Anne Rubin, coresponsable de la branche du commerce de détail d'Unia. ■

Pour signer la pétition: unia.ch/coop-petition

VIOLENCES DOMESTIQUES: MIGRANTES MIEUX PROTÉGÉES

La lutte contre les violences domestiques à l'encontre des migrantes connaît des avancées avec l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions légales. Le point sur la situation avec Chloé Maire, travailleuse sociale.

Propos recueillis par Sonya Mermoud

Depuis le début de l'année, les femmes migrantes subissant des violences domestiques bénéficient d'une meilleure protection à la suite de l'introduction de nouvelles dispositions légales. Ces mesures alignent enfin la Suisse avec les standards européens sur ce terrain. De quoi réjouir le Centre social protestant (CSP) Vaud qui s'investit dans ce combat depuis une vingtaine d'années déjà. Spécialisée en droit des étrangers et travailleuse sociale à La Fraternité – un service du CSP Vaud traitant des questions concernant les personnes immigrées à l'exception de l'asile –, Chloé Maire fait le point sur la thématique.

QUESTIONS RÉPONSES

Pourquoi différencie-t-on les migrantes victimes de violences domestiques d'autres femmes subissant de pareilles dérives?

C'est effectivement une aberration: jusqu'à fin 2024, la loi n'offrait pas les mêmes protections aux migrantes confrontées à la violence qu'aux personnes indigènes. Si ces migrantes quittaient leur domicile, elles risquaient d'être expulsées. On ne peut que se réjouir de la fin de cette inégalité de traitement criante, mais tout n'est pas résolu pour autant. La population concernée reste vulnérable, car elle méconnaît souvent ses droits. Malgré la modification légale, il leur faut encore démontrer les violences subies pour obtenir un nouveau permis lorsque leur autorisation de séjour dépend d'un regroupement familial qui exige de faire ménage commun. Ce n'est pas toujours aisé, notamment à cause de la barrière de la langue, du manque de personnes à qui se confier, ou du fait de ne pas savoir où et à qui s'adresser.

Quelles sont concrètement les améliorations légales obtenues?

Depuis le début de l'année, toutes les migrantes victimes de violences domestiques, y compris celles titulaires d'un permis plus précaire (L ou F), peuvent voir leur autorisation de séjour non renouvelée si elles quittent leur domicile pour fuir la violence. En revanche, elles disposent désormais toutes du droit à recourir jusqu'au Tribunal fédéral, un recours qui n'était auparavant possible que pour les épouses et les époux de ressortissants suisses ou de titulaires d'un permis C.

Autre avancée: les indices de violences reconnus par la loi sont élargis et ne se limitent plus aux cas les plus graves et répétés. Ces éléments doivent être pris en considération par les autorités, et ce n'est plus seulement précisé dans l'ordonnance, mais bel et bien inscrit dans la loi. Les victimes peuvent désormais aussi quitter leur foyer si les violences proviennent d'un autre membre de la famille que leur mari, comme un beau-père ou une belle-mère. Le terme de violence conjugale s'est ainsi élargi à la violence domestique.

De quelle population parle-t-on?

Il s'agit de ressortissantes de pays hors de l'Union européenne qui, en dehors d'un regroupement familial, ont un accès quasi nul au marché du travail. Cette dépendance économique les rend très fragiles: elles hésitent à fuir leur foyer de peur que les autorités ne renouvellent pas leur permis de séjour. Elles ont peur d'être renvoyées de Suisse et séparées de leurs enfants – une menace souvent brandie par les auteurs de ces violences. A l'exception des personnes dont le retour dans le pays d'origine est compromis, par exemple à cause de l'interdiction du divorce ou des risques de crimes d'honneur, il était auparavant très difficile de faire reconnaître les



L'an dernier, le CSP a accompagné 85 personnes et donné 748 consultations relatives aux violences domestiques. Si Chloé Maire salue les avancées légales, elle note que la population concernée reste vulnérable, méconnaissant souvent ses droits.

violences subies, car seuls les cas de violences considérés comme suffisamment intenses et systémiques étaient pris en compte.

Y a-t-il des profils types de victimes de ce genre de violences?

Non, on en trouve dans toutes les couches sociales, professions et nationalités. Les violences peuvent, elles, être d'ordre physique, psychique, sexuelle et économique.

Vous recensez de nombreux cas?

En 2024, La Fraternité du CSP Vaud a suivi 85 personnes – quasi toutes des femmes – et a donné 748 consultations. Malheureusement, les victimes consultent souvent tardivement. Elles ont peur que leur mari l'ap-

prenne, ont tendance à minimiser les faits et mettent du temps à comprendre où se rendre et comment se défendre.

Comment le CSP Vaud fait-il pour les atteindre?

Sous l'égide du Bureau vaudois de l'égalité et avec l'aide de personnes ayant des vécus similaires, nous avons élaboré en 2024 une campagne vaudoise s'adressant aux victimes migrantes, affichant: «Avec ou sans permis, vous avez des droits.» La campagne comprend une série de flyers, d'affiches de différents formats et d'autocollants diffusés dans des centres médico-sociaux, des toilettes publiques, des supermarchés, des bus, des offices de postes, etc.

Quels sont vos prochains objectifs?

Nous avons encore beaucoup de défis à relever en Suisse: on recense en moyenne deux féminicides et homicides liés à la violence domestique chaque mois, un chiffre nettement plus élevé que dans d'autres pays européens. Il est essentiel de déployer toutes les mesures nécessaires pour empêcher les récidives et de créer davantage de places dans les foyers d'urgence. Par ailleurs, mieux reconnaître les diplômes étrangers et valoriser les compétences acquises pourrait aider les personnes migrantes à s'émanciper d'une relation violente. Enfin, il faudrait également accélérer les procédures de renouvellement du permis de séjour afin de favoriser la reconstruction des victimes. ■

Une carte alimentaire mensuelle pour manger à sa faim

Dans le cadre de rencontres informelles avec des représentants de milieux associatifs et syndicaux, le réseau pour une Assurance sociale alimentaire a invité Pierre-Yves Maillard.

Aline Andrey

Présenté il y a une année aux médias, le réseau pour une Assurance sociale alimentaire (ASA), portée par des citoyens notamment issus de l'alimentation et de la paysannerie, poursuit sa réflexion. Pour mémoire, l'ASA a pour ambition d'offrir à chaque habitant une carte alimentaire de 80 francs par adulte par mois et de 40 francs par enfant, à faire valoir dans des épiceries de quartier, dans des marchés ou des fermes. Les produits et les lieux conventionnés

seront choisis de manière participative et démocratique. Le financement du système fait écho à celui de l'AVS, à savoir une cotisation sur le salaire de l'employé et de l'employeur. Mais d'autres possibilités sont en discussion.

QUID DU FINANCEMENT?

«Le premier pilier est un modèle. Mais la question d'une cotisation des salariés et des patrons essaie déjà des critiques», souligne Alberto Silva, maraîcher et secrétaire politique d'Uniterre, co-initiateur de l'ASA avec Josef

Zisyadis, directeur de la Fondation pour la promotion du goût et homme politique de gauche. Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse (USS), estime qu'une participation de 1,8% (moitié à charge de l'employé et moitié à charge de l'employeur), comme le propose le projet initial, est relativement élevée dans un contexte où une hausse de cotisation sera nécessaire à terme pour les besoins de l'AVS. Un taux beaucoup plus bas permettrait de dégager des montants déjà importants, selon lui, ce qui offrirait aux consommateurs

la possibilité de manger localement en partie et aux paysans d'obtenir de nouvelles ressources. «Mais d'autres modes de financement davantage redistributifs sont à évaluer: telles des cotisations sociales prélevées sur les dividendes très peu taxés – ou sur les grosses fortunes, précise le conseiller aux Etats, à l'initiative des PC familles et de la rente-pont dans le canton de Vaud. Les revenus des travailleurs, comme ceux des paysans, baissent. Le sujet est brûlant avec la hausse des coûts dans l'alimentation et la conscience des inégalités salariales et sur la fortune. Ce projet est intéressant, il touche les préoccupations des gens.»

CAISSE GENEVOISE

A Genève, une expérience pilote – la Caisse genevoise de l'alimentation – se met déjà en place. Joël Mützenberg, semencier à Genève, relate l'avancée de ce projet. A la suite de l'inscription dans la Constitution genevoise du droit à l'alimentation en juin 2023, deux comités citoyens ont vu le jour à Meyrin et dans le quartier des Pâquis. Le système mis en place devrait inclure de 100 à 200 personnes, dans un premier temps. «En France et en Belgique, il existe déjà des groupes de plusieurs milliers de personnes – sur la base de cotisations volontaires –

qui expérimentent une telle proposition. Mais nous sommes encore loin d'un système universel, souligne Joël Mützenberg. Actuellement, les discussions tournent autour des produits conventionnables ou non.» Les supermarchés sont d'emblée exclus, ainsi que les produits réfrigérés. Et Josef Zisyadis de résumer: «L'ASA est bon pour le consommateur, mais représente aussi un levier énorme pour réorienter la production de l'alimentation.» ■

* Le 29 mars prochain, de 10h à 14h, le réseau pour une Assurance sociale alimentaire (ASA) organise une rencontre à Lausanne, à la Maison de quartier sous-gare (Dapples 50).

Au programme: une présentation du réseau de l'ASA par Alberto Silva et Josef Zisyadis; l'état de la situation sur le droit à l'alimentation à Genève par Léa Winter, coordinatrice de la Caisse genevoise de l'alimentation; la présentation d'expériences belges et françaises; des interventions de parlementaires; et une discussion publique sur l'évolution du projet.

Davantage d'informations sur: Assurance-alimentaire.ch Calim-ge.ch



Le 27 février, Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse, a été invité pour discuter des questions de l'AVS et des assurances sociales dont s'inspire le réseau pour une Assurance sociale alimentaire.

«CE N'EST PAS UNE GUERRE ETHNIQUE, MAIS ÉCONOMIQUE»

Cofondateur de l'association écologiste et de solidarité internationale Génération Lumière, David Maenda Kithoko donnera une conférence à Lausanne le 16 mars.

Propos recueillis par Aline Andrey

La paix au Congo ne sera possible que si la course aux minerais, et donc la consommation des pays riches, est freinée. Voici l'un des leitmotivs du militant écologiste décolonial, David Maenda Kithoko. Le cofondateur de l'association Génération Lumière à Lyon participera au contre-forum* sur les matières premières organisé par le collectif Stop-Pillage à Lausanne, du 14 au 16 mars. Il dénonce les conséquences morbides de l'extraction des métaux, notamment dans son pays de naissance et d'enfance, la République démocratique du Congo (RDC).

En ce début d'année 2025, le conflit n'a jamais été aussi médiatisé, avec l'entrée du M23 dans Goma le 26 janvier. Un tournant dans cette guerre qui ravage la région du Kivu depuis trente ans. En toile de fond: les «minerais de sang» - coltan, tungstène, étain et or - nécessaires à la fabrication des smartphones notamment. Dit autrement, la «malédiction des matières premières». Car c'est bien la richesse des sous-sols de la RDC qui aiguise l'appât du gain des multinationales, des élites et des groupes armés. Avec des conséquences morbides: 6 millions de morts au moins, encore plus de déplacés, et des femmes violées par centaines de milliers... Par ailleurs, l'extractivisme forcené générera l'exploitation éhontée des travailleurs, la pollution de l'eau, du sol et de l'air, la destruction des réserves naturelles et la mort de nombreux animaux.

«Le modèle d'affaires doit changer, sous la pression des citoyens qui amènent la politique à encadrer les multinationales»



Les conditions de travail dans les mines reflètent la malédiction des matières premières, aux origines d'une guerre sanglante depuis 30 ans.

QUESTIONS RÉPONSES

Cette résolution votée par l'UE représente-t-elle enfin une bonne nouvelle

Je suis né dans cette guerre, donc je suis un peu réservé par rapport aux bonnes nouvelles. Si c'est une avancée non négligeable, car tous les partis politiques ont réclamé cette suspension, ma satisfaction est mitigée. L'embargo sur le Rwanda n'a pas été voté. Et le Parlement ne peut pas contraindre la Commission européenne à agir. En ce sens, le système n'est pas du tout démocratique. En 2024, l'UE a signé un accord sur les minerais avec le Rwanda, malgré de nombreux rapports, depuis trente ans, des Nations Unies sur la déstabilisation de la RDC par le Rwanda à des fins économiques. Alors que 90% de ces minerais viennent du sous-sol congolais et non pas rwandais, car la géologie rwandaise ne permet pas d'avoir autant de ressources. Les produits arrivent en Europe estampillés

Made in Rwanda, mais c'est hypocrite. Des multinationales signent avec des groupes armés de plus en plus nombreux, dont le plus gros, le M23, est financé par ce pays. Un vrai travail de traçabilité et de contrôle est nécessaire. Le Dodd-Frank Act signé en 2010 aux Etats-Unis interdit les minerais de sang. Malheureusement, ils sont blanchis dans d'autres pays. Si le conflit s'arrêtait, si des normes étaient respectées, cela représenterait des manques à gagner pour les bandes rebelles, les élites et les multinationales. Celles-ci ont peur d'un Etat de droit.

Le conflit en RDC est généralement peu médiatisé. Comment l'expliquez-vous?

Il y a une hiérarchisation des souffrances, peut-être du racisme aussi avec une forme de bestialisation de ce qui se vit en Afrique. Or, ce n'est pas une guerre ethnique, mais économique. Par le biais des matières premières, le colonialisme est questionné. En France, et dans beaucoup

d'autres pays, les médias sont aux mains de riches milliardaires qui ont tous quelque chose à se reprocher... Par ailleurs, cela questionne aussi la consommation des pays riches. La question de la transition écologique est essentielle, car le paradigme extractiviste, extrêmement opaque, reste identique. On ne peut pas parler de préservation de la terre quand on utilise des produits toxiques, qu'on creuse des trous béants, qu'on pollue le sol, l'air et l'eau... L'activité minière augmente partout sur terre avec l'alibi de l'écologie. Or, c'est du *business as usual*.

Quelle est la part de la responsabilité individuelle?

Je ne critique pas les consommateurs. Je sais combien d'argent est injecté dans le marketing pour les manipuler. Et combien il devient de plus en plus compliqué de ne pas succomber. Même de trouver un travail sans outil numérique est devenu impossible. J'alerte le citoyen pour qu'il demande à ses représentants de faire des lois,

«Face à la goinfrière des métaux dans les pays riches, il s'agit de se poser la question de l'utilité des objets numériques»

pour encourager la réparabilité, l'allongement des durées de vie des outils... Il n'est pas normal de changer de téléphone portable chaque deux ans. S'ils durent vingt ans, la pression écologique va baisser drastiquement. Le modèle d'affaires doit changer, sous la pression des citoyens qui amènent le politique à encadrer les multinationales. C'est une position réformiste, je l'admet, mais je tends à une révolution douce. Notre association, en plus du travail de sensibilisation et de plaidoyer, forme aussi à l'engagement militant, pour multiplier les contre-pouvoirs face aux politiques sourds aux réalités du Sud global.

La Suisse, plateforme mondiale du négocié, a aussi sa part de responsabilité...

En effet, et la Suisse héberge Glencore, qui est l'une des pièces centrales dans cette histoire. La multinationale a d'ailleurs été condamnée l'an passé pour corruption en relation avec des droits miniers en RDC.

Avez-vous participé au sommet sur l'IA à Paris?

Le sommet a invité Kagamé, le président rwandais. Pour moi, c'est une insulte aux victimes de ma région du nord-Kivu et je ne pouvais donc pas dignement m'y rendre. J'ai participé au contre-sommet, pour réfléchir aux problèmes de l'«Amanie». Face à la goinfrière des métaux dans les pays riches, il s'agit de se poser la question de l'utilité des objets numériques. A quoi sert un slip connecté? En tout cas pas à sauver le poumon de la planète que représente la forêt du Congo. Le CO₂ ne connaît pas de frontières physiques ou imaginaires. L'humanité toute entière est en danger.

Comment voyez-vous l'avenir?

Par rapport à la situation actuelle en RDC, le risque de guerre régionale est bien réel. Plus largement, j'ai l'impression que deux mondes s'affrontent, l'un qui s'autodétruit et l'autre qui tente de le sauver. Un proverbe dit que, quand un arbre tombe, on l'entend, mais qu'on n'entend pas la forêt pousser. Je veux croire que tous ceux qui luttent pour le Congo, pour Gaza, pour l'environnement, pour les droits humains sont la forêt qui pousse. Mais je ne sais pas si je verrai ce monde nouveau de mon vivant, et si mon pays connaîtra la paix. ■

Plus d'informations: generationlumiere.fr

* stop-pillage.ch

MANIFESTATIONS EN SUISSE

La diaspora congolaise se mobilise pour dénoncer l'ingérence du Rwanda en RDC, demander la condamnation du régime rwandais et la traçabilité des minerais que celui-ci exporte. Après des rassemblements à Lausanne et à Zurich, une marche aura lieu à Genève le 14 mars. Le départ du cortège se fera à 14h, de la rue du Mont-Blanc 18. ■

LAUSANNE

La Maison du Peuple fait sa mue et inaugure trois nouvelles salles de réunion.

PAGE 11



CARTE BLANCHE

Le photographe Thierry Porchet livre son regard sur les 20 ans d'existence d'Unia.

PAGES 12-13



PAUSE CAFÉ

Erin Houriet, porte-voix de la cause LGBT à Unia et dans son entreprise.

PAGE 14

UNE PÉTITION POUR UNE CCT DANS LA VENTE

Unia Fribourg récolte des signatures pour une convention collective de travail cantonale dans le commerce de détail. Le syndicat appelle les petits commerçants à négocier.



François Clément, secrétaire régional d'Unia Fribourg, et Anabela, membre du comité de la vente, ont rappelé les difficiles conditions de travail prévalant dans le commerce de détail.



Des discussions avec Trade Fribourg, l'association fribourgeoise des grandes entreprises du secteur de la vente, ont été reprises en vue de l'élaboration d'une CCT.

Aline Andrey

Face aux conditions de travail de plus en plus difficiles du personnel de vente, une convention collective de travail (CCT) dans le canton de Fribourg est toujours plus essentielle, selon Unia. Le syndicat, des vendeuses et des vendeurs lancent ainsi une pétition pour demander à la population de les soutenir dans leurs revendications. A savoir un salaire minimum d'au moins 25 francs l'heure, à adapter en fonction de la formation et de l'expérience; un 13^e salaire; la comptabilisation de toutes les heures de travail, sans exception; cinq semaines de vacances au minimum; et des améliorations dans la planification du travail avec des horaires communiqués au minimum quatre semaines à l'avance. Cet appel a été lancé lors d'une conférence de presse, le 24 février. François Clément, secrétaire régional d'Unia Fribourg, a rappelé que des discussions avec Trade Fribourg, l'association

fribourgeoise des grandes entreprises du secteur de la vente, ont été reprises l'an dernier pour l'élaboration d'une CCT. Ce malgré l'échec antérieur d'une médiation entre les partenaires sociaux, sous l'égide du conseiller d'Etat en charge de l'Economie, Olivier Curty.

REFUS DES PETITS COMMERCES

Reste que la Fédération cantonale fribourgeoise du commerce indépendant de détail (FCFCID) refuse toujours de revenir à la table des négociations. Elle court dès lors le risque qu'une CCT pour le commerce de détail soit conclue sans elle. Par ailleurs, si celle-ci est déclarée de force obligatoire par la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle, la branche entière, dont les petits magasins, devrait l'appliquer. «Cela dépendra si l'on obtient le quorum – soit une majorité d'enseignes. La FCFCID devrait dès lors appliquer les décisions des grands groupes, sans avoir eu son mot à dire. Et même si l'on n'obtient pas

la force obligatoire, elle aura de la peine à retenir ses employés et à trouver du personnel, alors que le secteur est déjà en pénurie et que les conditions seront meilleures ailleurs.» C'est pour ces raisons qu'Unia appelle les petits magasins à monter dans le train des négociations avant qu'il ne soit trop tard. Dans la balance, la question de pro-

longer les heures d'ouverture, de 16h à 17h le samedi, sera certainement un point crucial. «La population fribourgeoise l'a refusée à plusieurs reprises, mais les employés pourraient accepter cette prolongation en échange du non-fractionnement des horaires et si l'organisation permet d'avoir des samedis de congé. Réduire les nocturnes, qui ne

sont pas si rentables, est aussi une option. La CCT éviterait que ce soit le far west», estime François Clément. Dans un article de *La Liberté*, la FCFCID persiste et signe dans son refus d'une CCT, estimant notamment que, «dans un contexte de pénurie de personnel, le marché s'autorégule très bien». ■

DES SALAIRES TOUJOURS TRÈS BAS

«C'est important que la population connaisse nos conditions de travail.» Anabela, employée dans une pharmacie fribourgeoise, témoigne pour la branche du commerce de détail. Elle souligne que le 13^e salaire n'est pas acquis partout et que, malgré les pénuries de personnel, les salaires n'augmentent pas. «Certaines assistantes en pharmacie touchent moins

de 4000 francs brut par mois, alors qu'elles ont un CFC. Ce n'est pas normal!» De plus, la planification des horaires est mauvaise dans certains commerces. Elle insiste aussi sur le fait que, souvent, le travail au-delà de l'heure de fermeture des magasins n'est pas payé. «Or, il est impossible de terminer à 19h lorsque le dernier client arrive juste avant la

fermeture et qu'il s'agit de faire encore la caisse.» Quant à une prolongation des horaires le samedi de 16h à 17h, elle estime que le personnel n'est pas prêt à faire cette concession. Faisant ainsi écho au refus de la population, en juin 2019, dans les urnes, d'un allongement des horaires le samedi. ■

Micarna: Unia saisit l'inspection du travail

Dans le cadre de la fermeture de l'entreprise du groupe Migros à Ecublens, Unia dénonce une grave détérioration des conditions de travail.

Aline Andrey

Un an après la grève historique menée par les travailleuses et les travailleurs de Micarna, la fermeture du site d'Ecublens prévue fin mai se fait avec une pression accrue sur les derniers employés. Se référant aux témoignages de plusieurs salariés, Unia dénonce des volumes d'heures de travail en totale violation de la Loi sur le travail: «Des amplitudes horaires de plus de 15 heures de travail quotidien ont été observées.» Le syndicat craint donc des infractions à la Loi sur le travail, notamment

concernant la planification du travail, le repos quotidien, le travail supplémentaire. D'où sa saisie, fin février, de l'inspection du travail.

En outre, au vu du nombre de collaborateurs temporaires sur le site, Unia estime que les conditions de travail devraient également être analysées par la Direction générale de l'emploi et du marché du travail. «Les entreprises de location de services se doivent de vérifier que les règles sont bien respectées là où elles envoient leurs temporaires, explique Nicole Vassalli, responsable du secteur de l'industrie d'Unia Vaud. Or, plusieurs d'entre eux, en plus des

travailleurs fixes, voient leurs horaires se prolonger, surtout ces deux derniers mois.»

CONTRATS PRÉCAIRES

Dans un communiqué, le syndicat s'insurge contre Micarna qui tente, par ailleurs, de faire signer aux derniers salariés des contrats de travail précaires auprès d'agences temporaires «pour éviter de devoir assumer sa responsabilité sociale» et «le versement de modestes indemnités de licenciement». «Alors que Migros célébre ses 100 ans en devenant le champion suisse du licenciement collectif, sa filiale Micarna

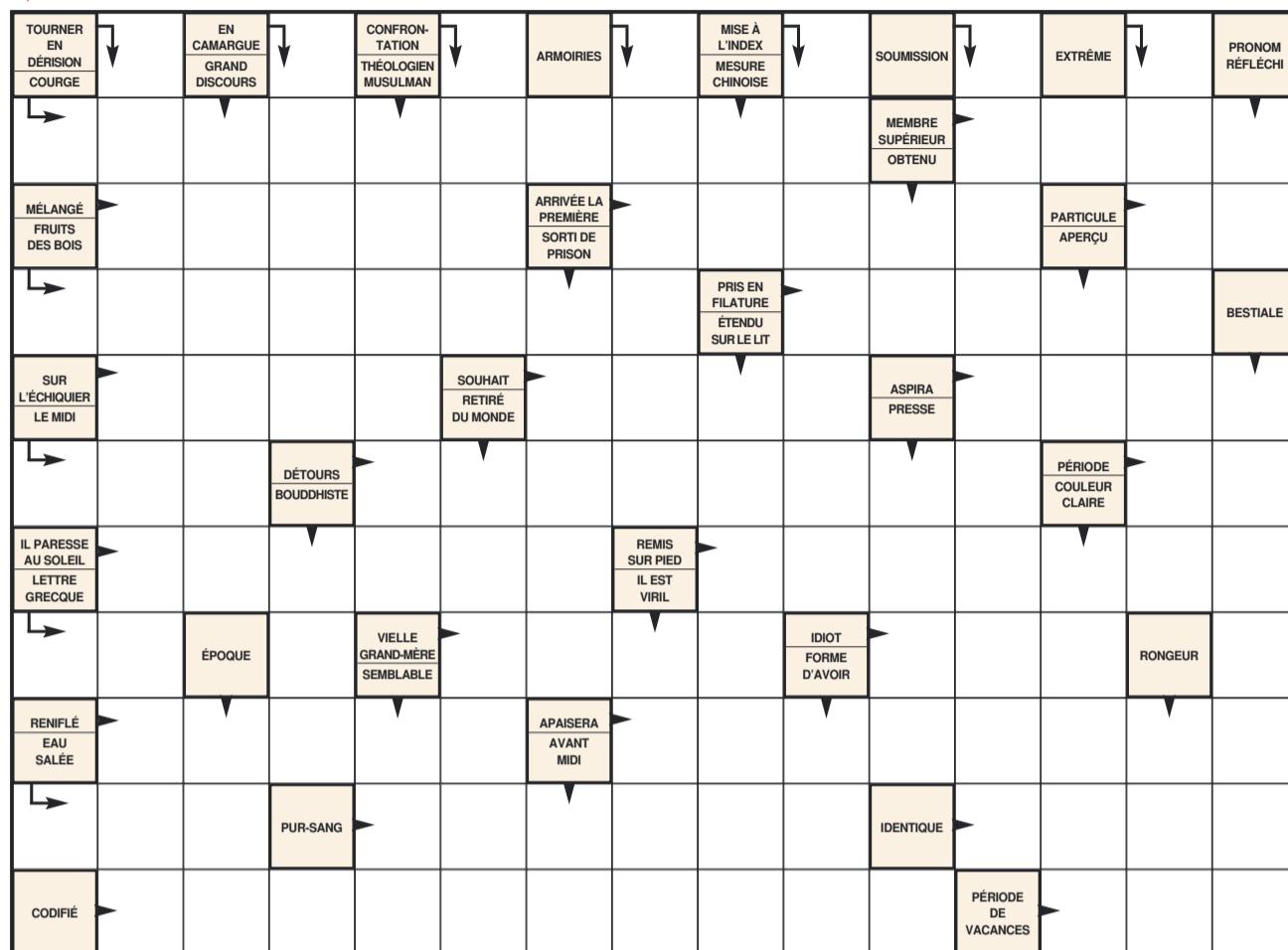
démontre de nouvelles tentatives astucieuses d'éviter d'octroyer son plan social minimaliste à ses derniers collaborateurs et collaboratrices actifs sur le site», accuse Unia.

Sur quelque 80 employés, une cinquantaine de personnes ont trouvé du travail ailleurs, souvent avec des salaires moindres, 34 sont encore actifs dont 13 partent en préretraite fin mai. Pour l'heure, le plan social n'a ainsi encore bénéficié à personne.

Unia note toutefois que la grève avait permis d'améliorer le plan social-cadre de Migros: l'assouplissement des critères pour l'acceptation d'un

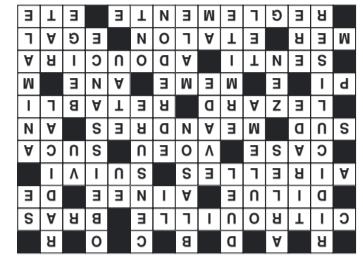
travail convenable, la non-obligation de consentir à un emploi dans l'usine de Courtepin tout en restant éligible au plan social, un meilleur respect du personnel et un appui externe pour le remplacement. Toutefois, le syndicat partage ses regrets: «En termes financiers, et après une intervention inutile de l'Office cantonal de conciliation, très timide face à Migros, le plan social est malheureusement resté en-dessous des usages vaudois.» ■

Lire aussi *L'ES* du 21 février: evenement.ch/articles/un-apres-la-greve-micarna-sapprete-fermer

À VOS CRAYONS 

© FORTISSIMOTS.COM

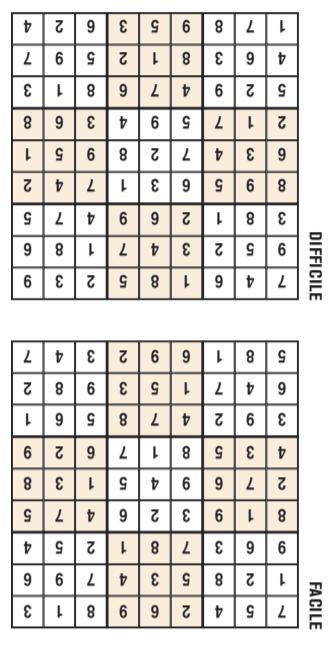
RÉSULTATS



5		6	8	1
2		3	4	9
6	3	7		2
8	1		2	
2	7	9	5	3
			1	2
			8	6
4	1	5	9	7
5	2	9	4	3
6	3	4	1	7
8	9	5	2	3
3	8	1	2	5
9	5	2	3	6
7	4	6	1	8

DIFFICILE

7		8	2	3
5	3	4	1	
		9		
9	5		7	2
6			1	
3	9	8	1	7
4	3	5	9	2
2	7	6	3	8
8	6	3	7	1
9	6	2	8	5
1	2	8	5	4
7	5	4	2	6



DIFFICILE



FACILE

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienné: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci d'appeler le 032 653 01 11.

Lys: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

CAISSE DE CHÔMAGE

Bulle: rue de Vuippens 29.

Fribourg: rte des Arsenaux 15.

Lundi à jeudi, 8h30-11h30 et 13h30-16h30; vendredi, 8h30-11h30.

BULLE - ASSEMBLÉE ANNUELLE DU CHALET DE L'ENTRAIDE

L'assemblée aura lieu le vendredi 4 avril à 20h au Chalet de l'entraide, à Montbarry-Le-Pâquier. Ordre du jour: 1. Bienvenue et liste de présence.

2. Bienvenue à Ariane, nouvelle concierge.

3. Procès-verbal de l'assemblée du 15 mars 2024.

4. Rapport du comité pour l'année 2024.

5. Rapport du caissier pour l'année 2024. 6.

Rapport des vérificateurs, approbation des comptes. 7. Nominations statutaires.

8. Approbation du budget. 9. Activités – Travaux 2025: Chalet, route des Cavues, source.

10. Divers. Les propositions et amendements à l'ordre du jour doivent parvenir au comité 5 jours ouvrables avant la tenue de l'assemblée.

Avec les nouveaux statuts de 2022, chaque fédération délègue un nombre de délégués en fonction de ses effectifs (La Gruyère): PS = 5 délégués; Unia = 19; Syndicom = 4; SEV = 2; SSP = 2; USF = 1. Total des délégués: 35 max.

Les collègues intéressés ou invités peuvent participer sans droit de vote. Les délégués empêchés voudront bien se faire remplacer. A l'issue de l'assemblée, une collation sera servie. Transport, excuse: 026 912 56 91 ou 079 944 35 85 ou raymond.remy@websud.ch Au nom du comité, Raymond Remy, président

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE-PÂQUIER

Locations: Veuillez vous adresser à Mme Ariane Zurcher, route de la Parquerterie 2, La Tour de Trême. Tél 076 605 71 41, ariane.zurcher@live.fr

GENÈVE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Lundi, 14h-18h; mardi, jeudi et vendredi, 9h-12h

et 14h-18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique: mardi à vendredi, 9h-12h et 14h-18h, au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Rue des Gares 12. Lundi, 13h30-17h; mardi à vendredi, 9h-12h et 13h30-17h; vendredi, fermeture à 16h. **Envos des formulaires U1:** geneve.pdu@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS

Comité des retraités

Les réunions ouvertes à tous les membres ont lieu tous les 2^e mardis du mois de 10h à 13h, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Si vous souhaitez faire remplir votre déclaration d'impôts 2024, nous vous invitons à nous téléphoner afin de convenir d'un rendez-vous pour procéder au paiement au +41 848 949 120, de 9h à 12h, sauf les lundis matin, du 10 février au 14 mars.

A cette occasion, nous vous remettrons les renseignements utiles ainsi qu'une quittance avec laquelle vous pourrez contacter directement la fiduciaire pour fixer l'entretien de déclaration physique.

Tarifs par déclarations:

- Déclaration simple syndiquée ou couple syndiquée/retraité: 54 fr.
- Déclaration simple syndiquée et conjoint non syndiquée: 64 fr.
- Déclaration simple non syndiquée: 84 fr.
- Enfant (revenu inférieur à 15 000.-): 15 fr.
- Auto déclaration relative à la fortune immobilière (Suisse ou étranger): 33 fr.

La liste des documents à apporter est disponible auprès du secrétariat Unia.

Veuillez noter que les photocopies des justificatifs doivent être faites au préalable par vos soins. Aucun document original ne vous sera retourné.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi, 15h-18h.

Ouverture des secrétariats: lundi à jeudi, 10h-12h et 15h-18h.

Fleurier

Permanences syndicales: un jeudi sur deux, 13h-18h (jours affichés sur la porte du secrétariat).

Ouverture du secrétariat: mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Le Locle

Pas de permanence syndicale.

Ouverture du secrétariat: jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Permanence téléphonique pour toute la région au 0848 20 30 90: lundi à vendredi, 10h-12h et lundi à jeudi, 14h-18h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Fleurier, place de la Gare 3.

Mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Chaux-de-Fonds, av. Léopold Robert 67. Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h; mercredi, 14h-17h; vendredi 9h-11h30.

Le Locle, Crêt Vaillant 19.

Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30.

Neuchâtel, avenue de la Gare 3.

Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h; mercredi, 14h-17h; vendredi 9h-11h30.

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Pour nos membres domiciliés dans le canton de Neuchâtel

Afin de faciliter l'organisation et pour toute information concernant les tarifs et le détail des documents à nous apporter, nous vous invitons à prendre rendez-vous en ligne via notre site internet neuchatel.unia.ch ou auprès de notre secrétariat au: +41 848 203 090.

Pour rappel, les rendez-vous pour les déclarations fiscales se dérouleront dans les plages suivantes:

La Chaux-de-Fonds: lundi et mardi, 8h-12h, 13h-20h, et le mercredi, 8h-16h.

Neuchâtel: mardi et jeudi, 8h-12h et 13h30-18h.

Fleurier: pas de rendez-vous possible, dépôt des documents le mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Le Locle: pas de rendez-vous possible, dépôt des documents le jeudi, 10h-12h et 14h-17h.

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30; vendredi, 9h-11h30, au 0848 421 600.

Delémont, rue de la Jeunesse 2.

Lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30.

Porrentruy, rue des Baïches 18.

Lundi, 13h30-17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20.

Mardi, 13h30-17h30.

Tavannes, rue du Quai 20.

Jeudi, 13h30-17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont, place de la Gare 11.

Lundi et jeudi, 13h30-16h; mardi et vendredi, 9h-11h30; mercredi, 9h-11h30 et 13h30-16h.

Permanences administratives et syndicales sans rendez-vous:

Aigle, route de la Zima 2.

Lundi, 1

LA MAISON DU PEUPLE DE LAUSANNE FAIT SA MUE

Trois nouvelles salles de réunion sont inaugurées dans l'immeuble, qui bénéficie de ses premières vraies rénovations depuis sa construction. De quoi répondre à une demande croissante.

Antoine Grosjean

Exit Maurice Jeanneret et Che Guevara. Signe des temps, l'ancien leader du Parti ouvrier populaire vaudois et le révolutionnaire latino-américain ont cédé la place, au sein de la Maison du Peuple de Lausanne, à trois personnalités féminines. L'immeuble de la place Chauderon, qui est rénové par étapes depuis 2017, compte en effet trois nouvelles salles de réunion, aux noms de Liliane Valceschini, Marielle Franco et Jîna Mahsa Aminî. La première est une syndicaliste suisse instigatrice de la première grève des femmes en 1991, la seconde, une militante LGBT brésilienne assassinée en 2018 et la dernière l'étudiante tuée en 2022 par la police des mœurs iranienne après son arrestation pour port du voile «inapproprié». Leurs noms ont été choisis à la suite d'un concours d'idées lancé auprès des sociétaires de l'institution. Ces salles - qui seront inaugurées le 1^{er} avril et offrent respectivement 40, 50 et 12 places - remplacent donc celles appelées «Che Guevara» et «Maurice Jeanneret», qui étaient plus spartiates et d'un accès moins pratique. A l'instar des trois autres salles de réunion («Jean Villard-Gilles», «Rosa Luxembourg» et «Jean Jaurès») - rénovées en même temps que les espaces communs lors des premières phases de travaux - les nouvelles disposent de tout l'équipement moderne (projecteur, écran télé, sonorisation, etc.) et sont accessibles aux personnes à mobilité réduite. En parallèle, la structure s'est professionnalisée et a engagé du personnel pour la logistique et le nettoyage des lieux, qui étaient auparavant externalisés.

BESOIN DE LOCAUX ABORDABLES

Cette nouvelle offre répond à un besoin croissant de structures où organiser des assemblées, des conférences, des cours, etc. «Avec près de mille événements par an, nous devions régulièrement refuser des locations, par manque de disponibilités, explique Julien Eggenberger, président du Conseil d'administration du Cercle ouvrier lausannois, propriétaire de la Maison du Peuple. Grâce aux trois nouvelles salles, qui sont déjà louables depuis début décembre, ce n'est plus le cas. La demande de salles de réunion a explosé, car d'autres endroits semblables à Lausanne ont fermé ces dernières années ou ont augmenté leurs tarifs.» Ceux de la Maison du Peuple, eux, restent abordables, conformément à la vocation des lieux, qui est de proposer des espaces de rencontre aux milieux ouvriers, associatifs et progressistes. Cela va de 90 à 400 francs la demi-journée, en fonction de la taille de la

salle, la plus grande pouvant accueillir 200 personnes. Les membres du Cercle ouvrier et les associations peuvent bénéficier de tarifs préférentiels.

D'AUTRES CHANTIERS À VENIR

Bien plus qu'une simple réorganisation des locaux, il s'est agi d'un réaménagement de fond de toute la partie basse du bâtiment. «Nous avons optimisé certains espaces qui étaient mal utilisés et en avons créé d'autres», détaille Thanh-My Tran-Nhu, membre du Conseil d'administration, en charge du suivi des travaux. Désormais, toutes les salles de réunion se trouvent au même endroit. Par ailleurs, la toiture a été refaite et des panneaux solaires y ont été installés. Depuis sa construction en 1961, l'immeuble n'avait jamais vraiment été rénové. En huit ans, plus de 9 millions de francs ont déjà été investis dans ces travaux. Et ce n'est pas fini. D'ici à 2030, l'enveloppe du bâtiment sera également refaite, ainsi que les étages supérieurs, qui abritent les bureaux de partis politiques et d'associations, la caisse de chômage d'Unia, ainsi que des logements. Quant à l'ancien cinéma Eldorado, qui a fermé en 2003 et dont il ne reste que les murs de béton brut, son sort n'est pas encore fixé, même s'il devrait conserver une vocation culturelle. «Nous cherchons toujours un entrepreneur capable de monter un projet autofinancé», confie Julien Eggenberger.

La Maison du Peuple revient de loin, ayant frôlé le dépôt de bilan en 2017

Mais pour mener à bien ces chantiers, la Maison du Peuple a besoin d'augmenter son capital. Il faut dire qu'elle revient de loin. En 2017, elle a frôlé le dépôt de bilan. Si la situation s'est redressée depuis lors, l'institution cherche néanmoins à consolider ses bases financières. «Et pour cela, nous dépendons de nos sociétaires. Sans eux, rien n'est possible», souligne Maurizio Colella, vice-président du Conseil d'administration du Cercle ouvrier et secrétaire syndical d'Unia Vaud. L'objectif est de quadrupler le capital pour atteindre 2,5 millions de francs. Il est possible d'acquérir des parts sociales à partir de 300 francs d'investissement. «Avec un rendement de 2,5%, c'est un bon placement», assure Julien Eggenberger. A bon entendeur! ■

Inauguration le 1^{er} avril, dès 18h, à la Maison du Peuple, place Chauderon 5, à Lausanne. Renseignements: lamaisondupeuple.ch



Thanh-My Tran-Nhu, membre du Conseil d'administration du Cercle ouvrier lausannois, Julien Eggenberger, président, et Maurizio Colella, vice-président, dans l'une des nouvelles salles de la Maison du Peuple.



La Maison du Peuple est rénovée par étapes depuis 2017. Toute la partie basse de l'immeuble a été réaménagée, et d'autres chantiers auront lieu d'ici à 2030.

BRÈVES



Echec de la conciliation avec l'entreprise Singer SA. Les employés devront continuer à timbrer quand ils vont aux toilettes.

80 SECONDES DE PAUSE EN PLUS

Singer SA continue à faire timbrer ses employés quand ils vont aux toilettes. «Nous n'avons pas abouti à une conciliation», déplore Solenn Ochsner, responsable du secteur industrie d'Unia région Neuchâtel, qui ne cache pas sa déception. L'Office des relations et des conditions de travail (ORCT) a donné son accord à la solution trouvée entre l'employeur, Singer SA, et la commission du personnel élue en début d'année. Soit 30 minutes de pause payées en plus par mois pour le personnel féminin (en plus des 15 minutes de pause quotidiennes). «Cela ne représente que 1 minute 20 par jour. Par ailleurs, nous devons nous pencher sur la question de la réparation du dommage causé envers les employées jusqu'à maintenant, puisque le caractère discriminatoire des pauses pipi déduites a été démontré et que ce système est en place

depuis des années», ajoute la responsable syndicale, se référant à l'article 3 de la Loi fédérale sur l'égalité (LEg). Le syndicat réfléchit à quelle suite donner à cette affaire.

Pour mémoire, en décembre, Unia avait déposé une requête de conciliation contre la société de cadrons horlogers Singer, siège à Boudry. Objectif: mettre fin à la pratique du timbrage lorsqu'un ou une salariée se rend aux toilettes, cette pratique engendrant des inégalités de genre. A l'origine, le syndicat s'était insurgé contre cette pratique du timbrage. Mais, en septembre, le Tribunal cantonal neuchâtelois avait conclu que les employeurs étaient libres de faire timbrer ces pauses, tout en constatant la nature discriminatoire de ce système, les femmes ayant généralement besoin de plus de temps (menstruations, grossesse...). ■ AA

MONTHEY: SUNFIRE LAISSE 69 TRAVAILLEURS SUR LE CARreau

L'entreprise Sunfire, leader mondial des électrolyseurs industriels, a annoncé le 20 février son intention de fermer le site de Monthey en vue d'une délocalisation vers l'Allemagne. Une décision qui entraînera la suppression de 69 emplois en Valais d'ici à la fin de l'année, mais aussi la disparition d'un savoir-faire spécifique et unique, regretté Unia. «Non seulement 69 personnes vont perdre leur emploi mais toute une région va voir son tissu économique perdre en richesse et diversité, dénonce Unia dans un communiqué de presse. Il y a plusieurs années que le Chablais n'avait pas subi une telle déflagration sociale.»

Le syndicat est sur le coup et va naturellement proposer son soutien au personnel de Sunfire. «Ils doivent pouvoir bénéficier d'un plan social à la hauteur du préjudice subi avec la perte soudaine de leur emploi!» ■ MT

ENTRE PASSÉ ET PRÉSENT, UNIA DANS L'OBJECTIF

Dans le cadre du vingtième anniversaire d'Unia, le photographe Thierry Porchet, employé de la première heure, livre une série d'images ayant jalonné la vie du syndicat. Sélection subjective.



Genève, tunnel du Ceva, 2014.



Sion, grève féministe, 2019.



Morges, Bernard Jeandet, devant la Galère construite par des chômeurs, 2009.



Berne, manifestation contre la vie chère, 2023.



Lausanne, grève des maçons, 2018.



Aigle, blocage de l'entreprise Tamoil, 2015.



Berne, victoire en faveur d'une 13^e rente AVS, 2024.



Morges, manifestation contre Monsanto, 2017.



Turin, procès Eternit, 2012.



Genève, blocage d'une station BP, 2008.



Berne, Vania Alleva, 2013.



Monthei, Remy Dufrénois, membre des Gilets jaunes, 2018.

PAUSE CAFÉ MILITANTE

Avec Erin Houriet



«MON BUT, C'EST DÉFENDRE LES MINORITÉS»

Manon Todesco

Erin Houriet naît à Genève il y a un peu moins de 60 ans, dans un corps d'homme. Après avoir fait ses études d'horlogerie en microtechnique, elle enchaîne plusieurs jobs de Lausanne à Vevey. Au début des années 1990, elle opte pour un retour au bout du lac et intègre une grande manufacture de montres de luxe, dans laquelle elle travaille depuis 33 ans. «Je suis au département Qualité. J'analyse les retours clients, à savoir les défauts ou les sujets de réclamation, aussi bien sur les composants que sur les pièces complètes.» Depuis toujours, elle a des idées marquées à gauche, mais son histoire avec le syndicalisme commence sur le tard. «Je ne savais pas qu'il y avait une délégation syndicale pour nous représenter sur mon lieu de travail.» Côté perso, Erin Houriet se marie à 21 ans quand elle est encore «il» et a un premier fils. Quinze ans plus tard, après une séparation, elle refait sa vie et a une fille, âgée de 21 ans aujourd'hui. «J'ai toujours été plus proche des femmes avec qui je me sentais bien, je trouvais les hommes trop violents. J'ai aussi toujours eu un aspect féminin.» Tout prend son sens pendant le Covid et le confinement. «On n'avait plus droit à rien. Tout ce qui me restait et qui m'appartenait, ce sur quoi j'avais encore du pouvoir, c'était mon corps. Je me suis repassé le fil de ma vie, je me suis aussi beaucoup documentée sur la dysphorie de genre, et ça m'a inspirée.» Elle trouve l'association Epicène et rencontre sa directrice, qu'elle avait justement vue dans une émission de télévision pour témoigner de sa transition. «Elle m'a accompagnée pendant mon processus. Pour moi, devenir femme a été une libération, je n'ai pas lutté, c'était une révélation.» Alors qu'elle était un homme plutôt discret, Erin

DÉTERMINÉE À CHANGER LES CHOSES

Son employeur affirme la soutenir dans sa transition, en 2020, mais elle se sent tout de même en danger. «A partir de là, mes supérieurs ont commencé à me reprocher ma façon de timbrer, j'ai reçu des critiques sur ma coiffure. Tout à coup, pour eux, je faisais trop de bruit, je dénonçais des cas de harcèlement et ça ne leur plaisait pas. Après avoir reçu un avertissement, j'ai senti que je pouvais potentiellement être licenciée, du coup j'ai cherché du soutien à l'extérieur.» C'est à ce moment qu'Erin Houriet pousse la porte d'Unia Genève. «Je me suis ensuite rapprochée de la déléguée syndicale de mon entreprise et c'est là que l'idée de monter un groupe femmes et LGBT est née.» Militante chez Unia depuis trois ans, elle se sent aujourd'hui mieux armée et a fait du chemin en peu de temps. Cette année, elle prétendra à la fonction de déléguée syndicale au sein de son entreprise. Par ailleurs, elle lance l'idée de créer un groupe d'intérêt LGBTQIA+ à Unia Genève. Un projet où tout reste à construire. «A partir du mois d'avril, je tiendrais une permanence* à l'attention des personnes LGBT qui rencontrent des soucis sur leur lieu professionnel. C'est beaucoup de travail, mais je suis déterminée. Défendre les minorités et les populations fragiles, militer pour leurs droits et la justice, c'est le but de ma vie.» L'intérêt de concrétiser ce projet au niveau d'Unia, c'est que les travailleurs se sentent moins exposés. «Les minorités préfèrent souvent rester invisibles et discrètes au travail, de peur de se faire licencier, il est donc plus

difficile de créer une dynamique.» La cerise sur le gâteau, c'était le 1^{er} mars avec la première rencontre nationale Unia sur les droits LGBTQIA+. Un événement dont Erin Houriet a été l'une des instigatrices. «C'était l'occasion d'officialiser le démarrage de ce projet au niveau national et de partager nos expériences tous ensemble.» La première d'une longue série sans doute...

DE TOUS LES COMBATS

Révolutionnaire dans l'âme, elle se bat sur plusieurs fronts. Active dans des associations LGBT à Genève, elle est aussi membre de la Grève féministe, proche d'Ensemble à gauche, propose des cours d'autodéfense féministe et est de toutes les manifestations contre la guerre, en Ukraine et à Gaza. «Je suis inquiète de la montée de l'extrême droite partout dans le monde, mais aussi horrifiée par les violences faites aux femmes. En Suisse, pas moins de huit femmes ont été tuées par leur compagnon depuis le début de l'année. Sans parler des droits des personnes LGBT qui sont attaquées aux Etats-Unis, mais aussi en Europe, où il y a un retour en arrière sur nos acquis. Nous arrivons à un point de crise écologique, politique et sociale où il n'est plus possible de faire autrement que de se mettre tous ensemble pour sortir du capitalisme qui est, au final, l'origine de tous nos problèmes.» ■

* Permanence pour les personnes LGBTQIA+ tous les premiers mardis du mois entre 17h et 18h à Unia Genève, à partir d'avril.

Notre vidéo:
evenement.ch/videos

«Devenir femme a été une libération, je n'ai pas lutté, c'était une révélation», raconte Erin Houriet.

BRÈVE

NEUCHÂTEL DU DROIT DE MANIFESTER

«Quelles réponses à la répression de nos droits politiques et démocratiques?» C'est sous cet angle qu'une table ronde sur le droit de manifester se tiendra à Neuchâtel le 15 mars à 16h au Balkkon, rue du Neubourg 20, à Neuchâtel. Solenn Ochsner, membre

du Collectif neuchâtelois pour la Grève féministe, Anita Goh, juriste à Amnesty International, M^e Olivier Peter, avocat spécialiste des droits humains, et Adrien Folly, membre de la Campagne pour le droit de manifester à Fribourg, reviendront sur le refus de la

commune de Neuchâtel d'octroyer une route convenable à la manifestation féministe le 14 juin 2023 et, plus largement, sur la lutte pour les droits politiques partout en Suisse. ■ AA

Le 8 mars dans les rues romandes

GENÈVE

De 9h à 12h45: rue des Vosges 8, marché solidaire avec la vente de matériel du collectif de la Grève féministe.

15h: la poste du Mont-Blanc, prises de parole du collectif de la Grève féministe et d'autres collectifs alliés, avant le départ de la manifestation à 15h45.

17h: plaine de Plainpalais, feu de rage pour brûler le patriarchat, et prises de parole.

LA CHAUX-DE-FONDS

De 10h30 à 12h: ABC, rue du Coq 11, débat organisé par l'Association pour les droits des femmes (ADF) sur la position des partis concernant les problématiques féministes telles que l'impact des choix budgétaires sur les femmes précaires, la centralisation des services, la lutte contre les violences domestiques et le rôle de l'école dans la reproduction des stéréotypes de genre.

De 13h à 15h: devant Métropole centre, stand d'informations.

LAUSANNE

Dès 15h30: rassemblement au parc de Montbenon, avant la manifestation qui arrivera sur la place des Pionnières (ancienne place Centrale).

LAUSANNE, UNIA VAUD

9h30: présentation de la journée autour d'un café-croissant au secrétariat d'Unia à Lausanne.

De 10h à 12h: tractage dans des lieux de travail précaires (restauration et blanchisseries).

De 13h à 15h: repas de midi et confection de pancartes au secrétariat d'Unia à Lausanne. (Inscriptions et informations auprès de Tamara: 076 470 93 15 ou tamara.knezevic@unia.ch)

NEUCHÂTEL

Dès 13h: place Pury, stand d'informations.

16h30: place Pury, rassemblement féministe et prises de parole.

SION

Dès 10h: performance «Le ventre» par Emmanuelle de Weck (extraits du livre *What We Don't Talk About When We Talk About Fat* d'Aubrey Gordon) à 10h et 16h30 à la Tour des Sorciers, 10h30 et 16h sur la place de la Planta, 11h et 15h30 et 15h à la rue des Cèdres.

17h: L'Igloo, rue de Pré-Fleur 8B, «Privilège de la ménopause», conférence de Véronique Kupper.

POING LEVÉ

ASSOCIATION DE MALFAITEURS

Par Manon Todesco

On pensait avoir touché le fond avec Donald Trump, eh bien, le vieux milliardaire raciste et misogyne en a encore sous la pédale. Pour ce deuxième mandat, il a su s'entourer des pires, Elon Musk en tête. Comme si ce n'était pas suffisant d'être l'homme le plus riche du monde, le propriétaire du réseau social X, mais aussi le fondateur entre autres de Tesla et de SpaceX, s'est installé dans les hautes sphères du pouvoir. Trump l'a nommé à la tête du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE). Non, ce n'est pas un gag. Il s'agit d'un département temporaire, pondu par le président le premier jour de son second mandat. Sa mission est limpide: réduire les dépenses fédérales, la taille du gouvernement et le déficit budgétaire... autrement dit, sabrer dans les dépenses publiques et liquider les fonctionnaires. Musk a environ 18 mois pour s'exécuter.

Petite anecdote qui donne l'ambiance: avant l'annonce officielle de la création du DOGE, Elon Musk aurait contacté le ministre argentin de la Dérégulation et Transformation de l'Etat (ce n'est toujours pas un gag!) pour s'inspirer du modèle du président Javier Milei. Oui, le fou à la tronçonneuse. Consécration pour Musk le 20 février lors d'une convention de conservateurs américains, lorsque Milei lui offre son objet fétiche pour couper dans les dépenses de l'Etat. Scène lunaire, dans laquelle on voit les deux acolytes devant la foule, Javier Milei, avec les pouces levés, et Elon Musk, casquette et lunettes de soleil, qui brandit l'engin en fanfaronnant: «La tronçonneuse pour la bureaucratie.» Au secours.

Elon Musk prend son rôle à cœur et c'est peu de le dire. Après avoir fermé les vannes de l'aide humanitaire internationale, Trump lui a demandé d'être «plus agressif». Et voilà comment fin février, 2 millions de fonctionnaires fédéraux ont reçu un courriel leur demandant ce qu'ils avaient fait la semaine dernière. Ceux-ci ont été sommés dans un délai imparti de dresser une liste de cinq tâches effectuées la semaine précédente, faute de quoi, ils seraient virés! Sans surprise, le président a qualifié l'idée de «géniale». Face à cette nouvelle démonstration de mépris envers les employés fédéraux, la colère monte. Certaines agences fédérales comme le FBI ou le Pentagone, bien que dirigées par des fidèles de Trump, ont appelé à désobéir. Le syndicat du secteur a, lui, promis de contester toute fin de contrat illégale. Clou du spectacle, le 26 février, un tiers du personnel du DOGE a claqué la porte après cet épisode, prétextant que les nouvelles consignes imposées par Musk allaient à l'encontre de leur mission première, à savoir fournir de meilleurs services au peuple américain. «S'ils n'avaient pas démissionné, ils auraient été virés», a publié Musk sur X, en réaction à cette démission collective. La Great America, ce n'est pas encore pour tout de suite... ■

DANS L'ATELIER D'UNE PEINTRE CONTEMPORAINE



L'INSTANTANÉ

Photo Thierry Porchet

L'artiste Andrea Dora Wolfskämpf applique la couleur comme une plâtrière-peintre. A la différence qu'elle n'utilise pas de spatule, c'est une relation organique, sensuelle avec le tableau. ■



LE FESTIVAL DU FILM VERT FÊTE SES 20 ANS

Pionnier en la matière, le Festival du Film Vert propose, depuis 2006 déjà, des projections de films écologiques et sociaux. Cette année, plus de 90 documentaires, dans 118 lieux en Suisse romande, en France voisine et au Tessin sont au programme. Du 1^{er} mars au 13 avril, plus de 500 séances, grâce à des centaines de bénévoles, sont proposées dans de nombreux lieux*. Les projections sont généralement suivies de rencontres avec les réalisateurs ou de discussions. Le 8 mars, la cérémonie d'ouverture du festival a lieu à Sion, en présence de nombreux réalisateurs, avec trois prix décer-

nés: Tournesol, Public Eye et Albert Schweitzer. A l'occasion de ses 20 ans, le festival publie également un livre de témoignages et d'interviews de réalisateurs sur les grands sujets environnementaux, sous la direction d'Anastasia De Franchi, membre du comité (aux Editions de la Feuille Verte). Une chronologie permet de réaliser le chemin parcouru. Lors de la première édition, le festival s'était déroulé au Cinéma Urba, à Orbe, avec 8 séances et 6 films. Et une audience de 523 personnes (contre plus de 22 000 l'an passé). Le film *Une vérité qui dérange* d'Al Gore a contribué la même année à une prise

de conscience du réchauffement climatique. Depuis, comme le fait remarquer dans l'introduction de l'ouvrage, Nicolas Guignard, fondateur et directeur du festival, il y a eu la catastrophe de Fukushima, mais aussi le formidable réveil de la jeunesse avec Greta Thunberg en fer de lance. Jusqu'à aujourd'hui, face aux *fake news* et à la superficialité des informations, la mission première du festival se veut toujours avant tout de «prendre le temps de réfléchir». ■ AA

* Le programme sur: festivaldufilmvert.ch



DE BIAS

Christophe Gallaz

EN MARCHANT VERS LE MARAIS

Il est troublant d'observer certains individus qu'on aimerait briser au sein de l'espèce à laquelle on appartient soi-même. De nous extraire mentalement de nos congénères pour les y repérer plus efficacement, les approcher et les détruire au moins par la grâce du verbe. C'est pourtant bien la tâche qu'il nous faut mener en ce début d'année. J'y songeais en me promenant l'autre jour au bord d'un lac faisant miroir aux montagnes d'en face, ô spectacle infini, quand le jeu de ces masses minérales et de leurs reflets m'inspira jusqu'à propulser dans ma rêverie tout un cortège de questionnements et d'hypothèses en apesanteur.

Je me disais: et si les Trump, les Vance et les Musk de cet an 2025 n'étaient que le produit d'une angoisse paradoxale inouïe surgie voici des dizaines de millénaires? Au Néolithique? Quand s'installa dans l'esprit de nos ancêtres lointains le projet de posséder le décor environnant, en s'y réservant leurs premiers jardins et leurs premiers champs? Quand ces premiers cultivateurs de plantes et ces domesticateurs d'animaux commencèrent à bafouer les principes ayant régi jusque-là le Vivant si somptueusement varié? En s'inscrivant comme ses maîtres progressivement tout-puissants, mais aussi comme ses lèse-majestés sacrilèges brusquement dévastés par la fatalité de leur propre mort?

Je continuai ma pensée: et si ces Trump et ces Vance et ces Musk avaient oublié les lois de la courtoisie typiques de ce Vivant? De ces lois voulant qu'aucune sorte des animaux et des plantes qui le composent ne maltraite ses voisines au point de les exterminer? Ne les brutalise au point de les faire fuir en des régions

défavorables pour elles? Ou ne les repousse de leurs territoires avant d'avoir éprouvé leurs qualités de complémentarité possible avec elles-mêmes, sous le signe d'une symbiose éventuelle?

A ce moment-là de mes raisonnements, j'avais bifurqué pour m'éloigner un peu du lac en m'approchant d'un bosquet d'arbres et de futaie dont je savais qu'il abritait un marais peuplé de joncs, de rainettes et de crapauds.

Puis, je fus repris par mon interrogatoire intérieur. Et si ces Trump, ces Vance et ces Musk étaient incapables d'élever leur mental à la hauteur du génie technique déployé par notre espèce depuis l'Antiquité? De conserver la moindre aptitude à réfléchir au sein des proliférations générationsnelles ayant mué nos villes en silos démorphographiques, sous le règne de la vitesse écrasant nos corps et nos âmes? Sous celui de nos réseaux sociaux? De nos mitrailles iconographiques? Nourries par l'image reproductive sans limites et falsifiée jusqu'aux mines de rien du mensonge intégral?

C'est ainsi qu'en cheminant vers le bosquet, dont je me rappelais justement l'ombre fraîche et la symphonie des coassements, j'instruisais le procès de ces Trump, de ces Vance et de ces Musk irrémédiablement déterminés, mais au plus secret de leur psyché, par l'angoisse ancestrale évoquée tout à l'heure. Marqués par celle-ci jusqu'à construire autour d'eux des remparts d'aveuglement. Autrement dit d'imbécillité. Et ne sachant plus qu'aiguiser, barricadés derrière ce triste abri, une malédiction dénuée de toute intelligence. En s'obsédant exclusivement de leur propre sort. En s'enfermant dans la bulle ou la cellule de leur non-rapport au monde. En devenant fous.

En ne suivant plus guère que les protocoles de l'accumulation matérielle et de l'enrichissement personnel, quels qu'en soient les coûts pour autrui, pour le peuple des démunis, pour le peuple des migrants et même pour l'Etat qui les a vus naître et qui les a protégés, et qui les a favorisés. En faisant primer les gestes et les jouissances de l'acaparement, de la

prédatation et de la possession y compris des femmes.

Bravo, m'exclamai-je en silence avant d'atteindre enfin le bosquet pour conclure ma promenade, bravo le triste Trump dont les loufias gouvernementaux répètent la parole comme les fonctionnaires du Grand Timonier nord-coréen qui gavent devant lui leur calepin de notes serviles, bravo le triste Vance et bravo le triste Musk, toi qui propulses ta Tesla dans les étages de l'espace pour y marquer de ta pisse automobile les déploiements de ton domaine, ah quel pathétique et terrifiant petit trio d'enfants détriqués du Néolithique vous faites, toi la mèche teinte, toi les yeux tout enfouis dans ta tête et toi le gesticulateur en mode nazi, qui vous couchez d'un seul mouvement aux pieds du modèle des modèles, ce Poutine empoisonneur et violeur de frontières qui dope vos fantasmes à l'infini.

Et voilà, j'étais arrivé sur les bords du marais que venait de détruire un commando de machines, joncs en miettes et silence de mort. C'était midi. ■

L'UKRAINE SOUS LES BOMBES DEPUIS TROIS ANS

Le 24 février dernier marquait les trois ans de guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Des rassemblements ont eu lieu un peu partout en Suisse et dans le monde. Récit à Lausanne.



Plus de 500 personnes, majoritairement réfugiées et féminines, étaient présentes à la manifestation.



Une rencontre pleine d'émotion...

Aline Andrey
Photos Thierry Porchet

Des femmes, des enfants et des larmes. Le rassemblement pour l'Ukraine à Lausanne, le 24 février, jour marquant l'invasion russe en 2022, a été lourd en émotions. Plus de 500 personnes, majoritairement réfugiées et féminines, étaient présentes sur la place du 14-Juin. Beaucoup de discours en ukrainien et en français, d'une dizaine d'associations ukrainiennes et de quelques représentants des partis de gauche apportant leur soutien aux peuples en lutte, ukrainien ou gazaoui, contre tous les impérialismes. «Le Conseil fédéral doit agir pour inciter l'Europe à prendre ses responsabilités pour l'autodétermination du peuple ukrainien», exprime l'un d'eux. Un membre du Comité de solidarité Suisse-Ukraine résume ces trois an-

nées de guerre: la stupeur et l'indignation il y a trois ans, l'espérance il y a deux ans, l'incapacité de l'Union européenne de faire appliquer le droit international il y a un an. Et aujourd'hui: «Ce 24 février 2025 est encore plus sinistre. Le président américain Trump copie dans son pays les recettes de Poutine et transforme le droit international en coquille vide. Nous sommes dans une nouvelle ère historique, soit celle de devoir nous battre pour le peuple ukrainien, mais aussi pour nos libertés.»

Sur les marches de l'église Saint-Laurent, des bougies sont allumées et déposées en forme de cœur autour des noms des villes meurtries.

«RUSSIE, OÙ EST MON PÈRE?»

Des enfants tiennent des pancartes; un adolescent arbore la photo de son père disparu, avec cet appel déchirant:

«Russia, where is my dad?»; une petite fille tient un dessin avec un drapeau ukrainien, une colombe et ces mots: «Avec un rêve dans le cœur pour la paix en Ukraine.» Une femme prend le micro et appelle au souvenir de ce premier jour de guerre, de la survie, des adieux: «Pas une seule famille ne pleure un être cher. Ce n'est pas un simple conflit, mais une guerre brutale, un combat pour un monde libre... La Russie est l'agresseur, Poutine un criminel de guerre.»

Des poèmes et des chants entrecoupent les moments de parole et de recueillement. Des remerciements vont à la Suisse qui a ouvert ses portes. *Le Vieux Chalet*, symbole de la reconstruction, est chanté par deux jeunes Ukrainiennes aux voix cristallines. Pendant ce temps, des images sont projetées derrière les intervenantes et les intervenants, celles des villes détruites,

mais surtout des blessés et des morts. En aparté, une jeune Russe, traductrice bénévole, demande à ne pas apparaître sur les photos. «Une nouvelle loi en Russie exproprie les citoyens qui se positionnent contre la guerre... J'ai de la famille à Moscou.» Solidaire du peuple ukrainien, elle résume: «Trois

ans de guerre et que de douleurs! J'espére la paix, mais ce sera impossible avec Poutine.» Tout au long du rassemblement, les slogans ukrainiens «Gloire à l'Ukraine! Gloire aux héros!» retentissent. Les derniers mots d'une intervenante résonnent: «Plus que jamais, ne pas oublier la guerre en Ukraine.» ■

AMNESTY APPELLE À LA JUSTICE

Amnesty International, dans un communiqué diffusé le 24 février, souligne avoir fait état ces trois dernières années de «violations généralisées du droit international humanitaire et relatif aux droits humains en Ukraine depuis le début de l'invasion», «notamment d'agissements qui constituent des crimes de guerre et probablement des crimes contre

l'humanité». L'ONG dénonce entre autres la Russie dans son «utilisation continue d'armes frappant sans discrimination» et «le ciblage délibéré de civils». Elle rappelle qu'en mars 2023, la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre le président russe Vladimir Poutine et plusieurs hauts responsables russes. ■

Face aux tirs russes, les syndicats se réinventent

Le 25 février, des syndicats ukrainiens, européens et internationaux se sont réunis pour marquer les trois ans de guerre en Ukraine. Le point avec l'Union syndicale suisse.



En quoi consiste la solidarité syndicale internationale dans ce conflit

Comme l'OIT a son siège à Genève, l'USS a un rôle important de soutien organisationnel. Par ailleurs, Unia, par exemple, a envoyé de l'aide très pratique, notamment en partageant ses connaissances concernant la problématique de l'amiante, omniprésent dans les bâtiments détruits en Ukraine. Lors de la reconstruction, les travailleurs ne se protégeaient pas, et les syndicats se sont rendu compte de l'urgence d'agir. Les organisations Solifonds et Solidar, soutenues par les syndicats, font également beaucoup. Plusieurs collectes syndicales ont été versées aux faîtières syndicales en Ukraine et dans les pays voisins pour l'accueil des réfugiés. Le président de l'USS, Pierre-Yves Maillard, a également, comme parlementaire, été très actif pour sanctionner la Russie dès le début de la guerre.

Plus largement, les syndicats représentent une force de paix et sont là pour protéger les travailleuses et les travailleurs. La CSI et la CSE ont d'ailleurs lancé une campagne pour la liberté et la démocratie dans le monde. ■

**QUESTIONS
RÉPONSES**

Comment s'est passée cette rencontre et quelle est la situation sur place?

Tout d'abord, j'ai été surpris par le nombre de participants: plus de 170 personnes, ce qui est rare pour un événement en ligne. Mais, surtout, j'ai été impressionné par le travail remarquable des syndicats dans les villes en guerre, parfois à seulement quelques kilomètres du front. A Kharkiv, deux syndicalistes ont montré en vidéo la destruction du bâtiment de syndicats

qui a été clairement visé par les bombardements russes. Il faut rappeler aussi que les hôpitaux et les arrêts de bus, donc les civils, sont délibérément pris pour cible. Dans les territoires occupés, des employés dans les secteurs des infrastructures ou de l'énergie, ainsi que des instituteurs opposés à la guerre, sont persécutés. Le travail forcé est utilisé pour déminer des sites, incinérer les morts... Il y a aussi les déportations de masse dans des goulags, les disparitions, les tortures...

Quelle est la marge de manœuvre des syndicats ukrainiens?

Dans les régions sous occupation, les syndicats ukrainiens libres FPU (Fédération des syndicats d'Ukraine) et KVPU (Confédération des syndicats libres d'Ukraine), considérés comme des organisations terroristes, ont été démantelés et remplacés par le FNPR russe (Fédération des syndicats indépendants de Russie) qui, malgré son nom, est fidèle au régime de Poutine. En Ukraine, ils ont dû se réinventer, survivre avec moins d'argent. Beaucoup de leurs membres ne travaillent plus, parce qu'ils ont été enrôlés dans l'armée, ont dû fuir ou... sont morts. Malgré tout, les syndicats restent des porte-paroles du monde du tra-

vail, n'hésitent pas à critiquer les politiques néolibérales de leur gouvernement et à participer à la législation sur le droit du travail, tout en vivant littéralement sous les bombes russes. En 2024, l'Ukraine est devenue, pour la première fois, membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Après trois ans de guerre totale, les syndicats ukrainiens, avec la société civile et les ONG, ont réussi à se réinventer et à être des acteurs de la reconstruction.

N'est-ce pas un peu tôt de parler de reconstruction, alors que la guerre continue et que l'arrivée de Trump au pouvoir rebat les cartes?

En fait, la reconstruction est nécessaire à tout moment. Dès qu'il y a une attaque sur les infrastructures par exemple, il faut réparer. Que ce soit une ligne électrique ou un toit de maison.

Quant aux Américains, même s'ils n'étaient pas toujours en faveur des droits humains, cette volte-face de Trump qui rejoint le camp de la Russie, de la Chine et de la Corée du Nord et s'oppose au respect du droit international, c'est du jamais-vu! Par ailleurs, pour certains pays en voie de développement, la pression est

énorme – il leur est difficile de voter contre ces puissances. Cela signifie que l'Europe doit repenser la situation.

La Lituanie et les pays Baltes sont très inquiets. Des collègues moldaves expriment leur grande préoccupation quant à leur sécurité physique, face à l'évolution de la situation. L'Ukraine est le focus aujourd'hui, mais d'autres pays européens pourraient être touchés. Un collègue des syndicats américains a aussi questionné, lors de la rencontre du 25 février, le rôle déstabilisant des Etats-Unis à l'échelle de la planète, et a partagé sa grande préoccupation pour les droits des travailleuses et des travailleurs, et pour la démocratie.

Les syndicats européens se penchent sur l'Ukraine, mais qu'en est-il des autres pays en guerre, comme la Palestine, la République démocratique du Congo ou le Soudan?

C'est impossible d'établir une échelle des douleurs. Il y a en effet Gaza, le Soudan, le Congo, mais aussi Haïti et encore beaucoup d'autres horreurs... Reste que nous n'avons pas de liens aussi directs qu'avec les camarades ukrainiens qui font partie de structures syndicales européennes et qui nous demandent directement leur soutien.